le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Agir au lieu de fléchir !

Il faut choisir !

Les millions de personnes ne sont pas descendues dans la rue pour la seule abrogation d'un article qui officialisait encore un peu plus la précarité. Elles ont envahi le pavé pour en finir avec des politiciens et une société qui ne voient en nous qu'une ressource de plus dans leurs équations macabres.

Soit nous acceptons une sortie de crise qui ne changera en rien nos vies quotidiennes, et nous nous en remettons aux prochaines élections, soit nous disons assez et commençons à construire le « rêve générale » !

M 02137 - 1434 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Si un jour la merde prend de la valeur, les pauvres naîtront sans cul »

Anonyme américain

hebdo n° 1434

du 13 au 19 avril 2006

Sommaire

Faits d'hiver, par J.-M. Raynaud, *page 4*

Petit manuel à l'usage du **privé,** par Jean, *page 5*

L'autruche gouverne sa rubrique, elle ! par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Les jeunes ont mauvaise presse, par T. Périssé, *page 7*

Immigrés : le massacre continue, par P. Schindler, *page 8*

Le CPE lève le voile sur notre démocratie, par J. Langlois, *page 9*

Dossier Irréligions : Dieu est contre nous, *page 11*

Irak : l'étau se resserre **contre les gays et les féministes,** par H. Hazéra et P. Schindler, *page 15*

Un livre de Jim Hightower pertinent, par N. Potkine, *page 16*

***Heimat 3* :** un monstre de bobines, par H. Hur

Deux films, une chronique, par Caroline, *pag*

Ici l'ombre, chroniques alternatives, *page 2(*

Le mouvement, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

L'agenda, *page*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Surréalisme et syndicalisme

DIMANCHE, soir de bouclage au *Monde libertaire*. Les parlementaires UMP ont finalement décidé de faire durer le suspense concernant leurs propositions quant au CPE, propositions dont il se murmure déjà que Villepin y aurait mis son « veto ». À l'heure où vous lirez ces lignes, vous en saurez donc plus que nous. Suppression, retrait, suspension? Au final, peu importe. L'essentiel est bien évidemment de maintenir la pression, et de pousser l'avantage, d'élargir nos revendications, bien au-delà du simple remplacement d'un article de loi par un autre. Nous sommes en effet nombreux à penser que le CPE n'est jamais qu'un point de départ, le déclencheur d'une lutte visant rien de moins que le rejet du projet ultralibéral, la remise en question de l'aliénation capitaliste. Se contenter de la seule abrogation du CPE reviendrait dès lors à se contenter d'une demi-victoire, et donc se contraindre à assumer un demi-échec. Ce serait d'autant plus dommage que, sur de nombreux points, ce mouvement est exemplaire. Si l'heure n'est pas au bilan, on ne boudera pas notre plaisir en rappelant que les pratiques autogestionnaires, les assemblées souveraines, le rejet des leaders, l'autonomie des individus et des groupes sont, le plus souvent, la règle. De même, le principe de l'action directe a connu ces dernières semaines de belles mises en application. Enfin, à la capacité de certains à s'affronter directement aux forces de police, fût-ce au prix de nombreuses arrestations, correspond la capacité qu'ont d'autres d'inventer de nouvelles manières de lutter, une réactivité par moment surprenante, un recours à l'humour et à la spontanéité, tout aussi essentiels. Pour autant, les regrets sont à peu près aussi nombreux que les raisons de se réjouir. Une fois de plus la grève générale, outil que nous préconisons et dont se réclament à présent nombre d'étudiants et de salariés, a été laissée au placard par des centrales syndicales toujours aussi frileuses. La jonction tant souhaitée entre le monde du travail et celui de l'université a donc peu de chances de se réaliser. Autre jonction ratée: celle qui aurait pu, qui aurait dû se faire, entre les émeutiers de novembre et les grévistes d'aujourd'hui. Dommage. De ces occasions manquées il nous faudra, l'heure venue, tirer tous les enseignements. Et, pour reprendre une expression popularisée par le psychorigide de Matignon, veiller à le faire « sans tabou ». Pour le moment, l'important est d'amplifier la fronde, de veiller à ce que la colère ne retombe pas. Les anarchistes ne sont ni fiers ni heureux, ni même satisfaits de prendre pleinement leur part à la révolte actuelle. Ils en sont, naturellement. Et continueront d'en être.

Manifestation du 4 avril à Paris. Photo : Daniel Maunoury

Jean-Pierre Germain

DANS LES ANNÉES autour de 1968, des militantes et militants anti-autoritaires avaient créé un « groupe non-groupe », chose qui était dans l'esprit du temps mais qui posait plus d'interrogations qu'elle n'apportait de réponses à la problématique du mouvement libertaire…

Plus de trente ans après, un gouvernement de droite « peu avant Pâques » nous présente, en guise de poisson d'avril, une loi non-loi. Ce même gouvernement est en fait dessaisi des négociations sur le CPE et ses dommages collatéraux et c'est le pari majoritaire qui tente de négocier avec les syndicats.

Il est un peu trop tôt pour discerner qui va tirer les marrons du feu, qui va l'emporter dans la lutte à couteaux tirés pour 2007. Il est certain qu'au ministère de l'Intérieur « on » voudrait bien se poser en interlocuteur efficace avec les partenaires sociaux, en régulateur des conflits. Mais pour ce qui concerne le camp anti-CPE, après le succès des grèves et manifestations du 4 avril, jusqu'où peuvent et veulent aller les organisations syndicales?

Mercredi dernier, ministres et représentants de la majorité (nommés dans les gazettes « parlementaires de l'UMP ») se seraient contentés d'écouter les représentants confédéraux. Comme pour montrer au Premier ministre comment on se comporte avec des représentants des travailleurs! La déclaration commune des douze syndicats (salariés, étudiants et lycéens) a été jugée par la presse de droite (*le Figaro*, entre autres) comme « un nouvel ultimatum ».

Diable, ce n'est pourtant pas un appel à la grève générale insurrectionnelle, mais la demande ferme du retrait du CPE. Le texte de loi ayant été publié au *Journal officiel**, ça pose le problème d'une ubuesque façon, la cheftaine du Medef déclarant même qu'il fallait repousser le dossier du CPE jusqu'aux calendes grecques pour que le commerce (handicapé par les grèves…) reprenne du poil de la bête ! Dans leur déclaration, les douze syndicats exigent « le vote avant les vacances parlementaires, le 17 avril, d'une loi abrogeant le CPE ». Les manifestations anti-CPE, la rue, faisant reculer le gouvernement, c'est certes optimiste, mais en cas d'autisme accentué, l'unité syndicale devra perdurer sans perdre des plumes.

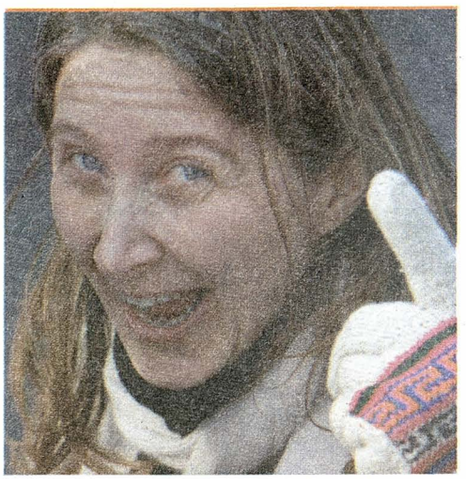
Car nos gouvernants, en mettant de côté leurs querelles internes, n'ont qu'un but : jouer la montre avec l'aide du « général printemps ». Ils essayent aussi de briser le front syndical en faisant appel au sens du réalisme des syndicats qu'ils nomment affectueusement réformistes (mais en ce triste début du XXIe siècle ne le sont-ils pas tous devenus ?). Malgré ses déclarations fracassantes, Chérèque, secrétaire général de la CFDT, restera toujours l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics. Reste à savoir quand les offres de l'UMP paraîtront acceptables.

Bruno Julliard, président de l'Unef, en sortant des premières réunions a appelé à « une intensification des actions », le but premier étant, bien sûr, le retrait du CPE. Mailly, de Force Ouvrière, parle de « provocation » quand Villepin demande d'accepter « la nécessaire flexibilité », ce n'est pas nous qui allons lui donner tort. Mais on a quand même l'impression que nos dirigeants confédéraux déplorent plus l'incompétence des pouvoirs publics qu'ils ne préparent la grève générale. Le front syndical uni passera-t-il le printemps ?

Le Parti socialiste, pour ne parler que de lui, se refait une santé. Il est bien loin le temps où PS et CFDT (à l'époque de la baronne Nicole) se faisaient conspuer dans les cortèges syndicaux.

Lundi dernier, l'intersyndicale anti-CPE se sera réunie pour faire le bilan des rencontres réunions avec le « groupe de travail de l'UMP ». Mardi, une nouvelle journée de grèves et de manifestations était prévue. Quand vous lirez ce *Monde libertaire*, vous saurez si le mouvement s'étend, comment la lutte perdure, si les vacances scolaires plombent tout. Ce n'est qu'un début ! **J.P.G**

*Les ouvriers du Livre (rêvons un peu) qui travaillent encore à sa confection, rue Desaix dans le 14e arrondissement de Paris, auraient dû avoir envie de mettre leurs pas dans ceux des surréalistes (Magritte en particulier) et d'imprimer « ceci n'est pas une loi » après le texte sur le CPE.



Manifestation du 4 avril à Paris. Photo : Daniel Maunoury

Faits d'hiver

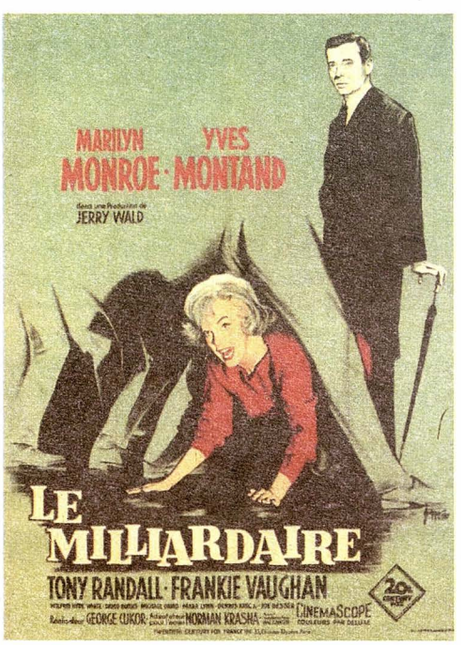
Au secours, les rouges reviennent !

La société de services informatiques Computer Sciences Services Corp vient d'annoncer la suppression (principalement en Europe) de 5 000 emplois. Il s'agit de faire grimper le cours de l'action avant de revendre au prix fort.

Antoine Zacharias, PDG du groupe de BTP Vinci, vient de se voir rétrogradé au poste de simple président du conseil d'administration. Il n'envisage pas d'aller aux Prud'hommes ni de refuser la prime de 13 millions d'euros qui lui a été octroyée. Le groupe pharmaceutique allemand Boehringer Ingelheim vient d'annoncer un résultat, après impôts, de 1,5 milliard d'euros.

Les ventes en kiosque du numéro du 29 mars (le lendemain de la journée d'action du mardi 28 mars) du journal l'*Humanité* ont augmenté de 30 % sur Paris et sa banlieue. À notre connaissance, cette soudaine et hallucinante bonne santé de notre confrère ne serait consécutive ni à des licenciements ni à une OPA hostile. C'est à n'y plus rien comprendre !

Jean-Marc Raynaud



La grève dans le privé

manifestation du 4 avril à Paris. Photo Daniel Maunoury

Il est tout à fait légitime de refuser l'exploitation, d'arrêter le travail. Pourtant, s'il est inscrit dans la Constitution de 1946, le droit de grève est aussi délimité, encadré par la loi (loi 521-1 du Code du travail, voir aussi les conventions collectives de votre branche d'activité). Il est surtout sans cesse l'enjeu d'un rapport de force entre, d'une part, le capitalisme et son État et, d'autre part, la classe des exploités.

Dans le secteur privé, notamment dans les moyennes et petites entreprises, l'absence de pratiques de lutte et d'organisation, liée à des conditions d'exploitation parfois féroces, permet de contenir la révolte, de limiter le recours à la grève.

C'est pourtant dans ce type d'entreprises que travaillent l'immense majorité des salariés et il ne saurait y avoir de grève générale sans qu'ils et elles y participent massivement.

Il n'est jamais facile de s'insurger et de briser ses chaînes, surtout lorsqu'on est isolé, précarisé, soumis à une pression patronale constante. Alors autant connaître ses droits pour les utiliser et avoir recours à la grève.

Que vous soyez syndiqué ou non, que vous soyez seul salarié de l'entreprise ou non, vous pouvez tout à fait légalement faire grève. Aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire (suspension ou rupture de contrat...) en raison de l'exercice normal du droit de grève. Dans les entreprises privées, il n'y a aucun préavis à donner (seul le secteur public y est contraint). La grève est une action collective portant sur les revendications professionnelles. C'est une cessation collective et concertée du travail pour des motifs professionnels tels que l'amélioration des conditions de travail, l'obtention d'avantages en matière de salaires. Les grèves politiques sont illicites.

Mais est admise comme licite une grève de protestation contre les décisions de la puissance publique (exemple les grèves contre le CPE et le CNE).

Un salarié tout seul peut s'associer à un mouvement de grève lancé par un syndicat au niveau national ou dans sa branche professionnelle, même si aucune revendication particulière à l'entreprise n'a été formulée.

Aucun document ne peut être exigé par l'employeur ; la retenue sur le salaire doit correspondre à la durée de la grève, aucune autre retenue ne peut être appliquée.

Dans les petites entreprises, même si les salariés ne sont pas organisés, il est donc possible de relever la tête, de participer à la grève.

Il reste toutefois indispensable de construire avec ses collègues de travail des liens de solidarité et d'insoumission à l'exploitation, d'étendre ces liens avec les salariés d'autres entreprises avec les étudiants avec tous ceux et celles qui luttent.

Ce travail patient et opiniâtre d'organisation reste incontournable pour nous émanciper de l'asservissement du salariat.

Jean
Groupe Gard-Vaucluse

Quand l'autruche éternue...

Qui ?

« Qui gouverne le pays ? Personne ne le sait. » Dupont-Aignan, UMP.
Bah si, c'est pourtant simple : le mardi c'est Villepin, le mercredi c'est Sarkozy, et le jeudi c'est ravioli.

Allègre au bistrot, I

« Pour moi, José Bové c'est l'équivalent de Le Pen. » Claude Allègre, Claude qui ?
Oui môssieur, et je pèse mes mots ! Bové, c'est le Ben Laden des OGM, parfaitement ! Bon, bin, c'est pas tout ça... Augusto, tu nous en remets une et après moi je me rentre. J'ai pas fini d'écrire le dernier bouquin à Jospin.

Silvio le barbare

« Si quelqu'un a mené une campagne civilisée et sereine, c'est bien moi. » Berlusconi.
Entre crise de nerfs en direct sur les plateaux télé, promesses farfelues telle celle de rester sexuellement abstinent le temps de la campagne, entre les insultes à l'égard des électeurs de gauche traités entre autres de « couillons » et l'alliance avec l'extrême droite, il est clair que Berlu fut, durant cette campagne, un modèle de sérénité. Qu'est-ce que ce serait alors s'il perdait son calme... Bin, ça serait le fascisme.

Allègre au bistrot, II

« Moi, je veux que les érémistes travaillent. Je veux que tout le monde travaille. » Claude, au douzième jaune.
C'est vrai elle a pas tort la gonzesse, là, comment kè s'appelle... Ouais c'est ça, Parisot. D'abord, Parisot, c'est un nom français, ça. C'est pas comme Bové, hein, d'où ça vient d'abord, ça, « Bové » ? D'Afrique ? Bon Augusto kèsse tu fous, j'ai pas tout mon temps, moi, j'ai encore à écrire le programme à Jospin !

Petit prétentieux

« Je serais toujours là. » Villepin.
À sa place, je m'avancerai pas trop.

Bravo

« La gauche n'est pas responsable de la politique de la droite, mais elle l'a rendue possible. » Jospin.
Dans la bouche du retiré de l'île de Ré, on ne sait si cela sonne comme un reproche, ou comme un compliment.

L'inutile et la superflue

« Une candidature des Verts à la présidentielle serait la chose la plus inutile au monde. » Cohn-Bendit, des Verts.
Et d'annoncer dans le même mouvement qu'il soutiendra sans faillir l'éventuelle candidature de Ségolène Royale...
En matière d'« inutilité », Dany est un expert.

Jack the branleur

« Si je suis élu président de la République en 2007 [...], je proposerai à tous ceux qui vivent en France, les citoyens comme les autres, de reprendre leur respiration. » Jack Lang.
Ça, c'est un vrai programme ! Et qui a le mérite de pas coûter trop cher. Dans le même ordre d'idée, manque plus que le peignage intensif de la girafe et la chasse au dahu.
Avec ça on serait parés.

Frédo Ladrisse

(Propos piqués dans *le Nouvel Obs, le Monde, Libé, les Inrocks,* France Inter, et les blogs de ces messieurs-dames.)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Le journal de combat

Les traditionalistes attaquent Libé pour blasphème

L'Agrif, de Bernard Anthony, ex-responsable du FN et chef de file des traditionalistes, attaque Libération devant la cour d'appel, pour avoir publié un dessin de Willem représentant un Christ en croix portant une capote sur le sexe d'une taille relativement importante. Anthony s'était fait débouter en première instance, au motif que le dessin ne saurait « blesser l'ensemble des chrétiens, lesquels ne paraissent pas tous partager la doctrine du pape sur l'usage du préservatif ». En appel, l'avocat du quotidien a plaidé que le dessin de Willem « n'est pas contraire au message évangélique, empreint d'humanisme et d'entraide » face aux épidémies comme le sida. « La doctrine chrétienne n'est pas un humanisme, mais une religion de salut », a rétorqué l'avocat du Fhaine et de l'Agrif, qui tend, par son action, à « rétablir le délit de blasphème », aboli en 1791. Arrêt le 17 mai 2006.

Quelques manifs du 4 avril

Beaucoup de monde encore, plus que la semaine précédente. Dans le Jura (39), 5 000 personnes à Lons, 3 500 à Dole, 300 à Saint-Claude. Manifestation massive à Lons, où la radicalisation est sensible, dans les slogans comme dans les blocages spontanés. Signalons aussi que le lycée Friant à Poligny (800 élèves) est bloqué depuis le début de la semaine dernière. À Besançon (25), plus de monde que la semaine dernière, 12 000 personnes, pour une manifestation dynamique, avec beaucoup de salariés (notamment du privé). À la fin de la manif, personne ne voulait se séparer. Un concert était organisé par les étudiants de la fac de lettres et un bruit a couru que l'UNI avait profité de la manif pour débloquer la fac de droit. Certains étudiants sont donc allés sur les lieux. La veille, les lycéens ont occupé le rectorat avant de s'en faire déloger par les flics.

4 avril à Bordeaux

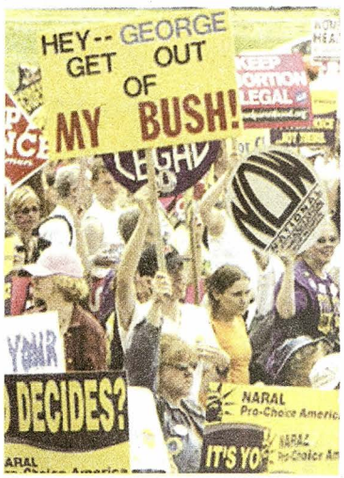
À Bordeaux, de 110 000 à 130 000 personnes. Évidemment, beaucoup moins de grévistes, ça veut dire aussi moins de fonctionnaires et plus de salariés (du privé, donc), et toujours plus de lycéens et une stabilisation du côté étudiant. Cette faiblesse des grévistes ampute pas mal les possibilités des AG de reconduction. Reste qu'elles peuvent manifester le souhait d'un appel national à un mouvement reconductible et généralisé. Mais pendant combien de temps encore, si c'est sur la pause repas et sur les absences RTT ?

Radicalisation du mouvement et répression

Dans le Morbihan, ça bouge toujours et se radicalise : des lacrymos ont été lancées contre les lycéens à deux reprises pendant l'occupation de la gare et de la voie ferrée à Lorient. Les jeunes ont riposté pour la première fois par des jets de pierres. À Vannes aussi, après la dispersion de la manif de samedi, alors que les jeunes se rendaient vers la voie express, les flics ont chargé et gazé. Objectif avoué : les jeunes veulent toucher à l'économie, c'est bon signe !

Forte remise en cause de l'avortement aux États-Unis

L'avortement, légalisé en 1973 outre-Atlantique, est remis en cause à la faveur de récentes nominations à la Cour suprême et surtout par une loi du Dakota-du-Sud. Cet État a adopté un texte, deux jours avant la Journée internationale des femmes, qui criminalise l'avortement. Concrètement, il interdit l'IVG même en cas de viol et d'inceste. La vente de produits contraceptifs devient illégale. C'est la Cour suprême qui devra trancher. Jusqu'à présent, elle n'est quasiment jamais revenue sur des décisions aussi importantes pour la société américaine. Le président Bush lui-même n'y est pas favorable, estimant que la loi du Dakota-du-Sud va trop loin. Les anti-IVG comptent sur la nomination récente par le président Bush de deux nouveaux juges conservateurs et le possible départ à la retraite d'un troisième pour faire changer l'équilibre des votes. La Cour suprême compte neuf juges. La présidente du PPFA, Cécile Richards, a annoncé son intention d'« utiliser tous les moyens légaux à sa disposition pour empêcher la loi d'entrer jamais en vigueur ». La bataille ne fait que commencer.



Vous me copierez cent fois...

Dix-sept jeunes arrêtés le mardi 4 avril à Niort, suite à des affrontements avec la police, ont été condamnés le lendemain par le procureur à.... produire une dissertation. Thème imposé : « La liberté et l'entrave à la circulation ». De la haute philosophie, comme on le voit. On nous dira que c'est toujours mieux d'être condamné à cogiter sur une sujet débile, que de se prendre deux mois fermes. Certes. Mais c'est sans compter la douleur de nos amis les flics, pour qui la lecture de ce truc fera mal à la tête, et qui seront chargés de corriger les copies.

Jeunesse

la voie toute tracée

Régulièrement, on entend dire que les étudiants de l'université s'engagent dans des formations inutiles et qu'au bout de plusieurs années ils vont rejoindre inéluctablement la cohorte des chômeurs. Les commentaires les plus acerbes les qualifient même de bons à rien et de fauteurs de troubles. La lutte actuelle contre le Contrat premier embauche, instauré par Villepin, et contre la précarité qui s'accentue de plus en plus renforce ce sentiment. Les médias ne se privent pas de véhiculer sans cesse cette idée et de donner la parole aux tenants du libéralisme qui prônent depuis bel lurette la privatisation des établissements de l'enseignement supérieur (loi Devaquet de 1985). Tout ça parce qu'ils ne forment pas les jeunes à devenir de bons employés dociles, prêts à entrer tête baissée dans la compétition de l'emploi. À quoi bon étudier la philosophie, la psychanalyse, la sociologie, la littérature ou les mathématiques si en bout de piste on ne trouve pas de boulot? Et ce discours se répand, comme les tentacules d'une pieuvre,

jusque dans les salles des professeurs, les bureaux des directions des lycées et des collèges, et dans les couloirs des rectorats. A bien y regarder, l'échec scolaire est une aubaine pour tous les chefs d'entreprise, négriers du XXIe siècle. À croire qu'il est orchestré depuis longtemps par le pouvoir quand on sait que les conditions de vie et de travail dans les établissements se dégradent continuellement. Cela se traduit par une baisse des effectifs des enseignants, par un nombre insuffisant de médecins, d'infirmières, d'assistants sociaux, de psychologues, de surveillants et d'aides-éducateurs. Et une diminution aussi du budget alloué aux formations des enseignants. D'ailleurs les innovations pédagogiques ne font plus recette et les établissements expérimentaux restent toujours au stade de l'expérimentation. Normalement, quand une expérience a fait ses preuves, elle est alors appliquée à grande échelle, non? Pas dans l'Éducation nationale. L'exemple du Lycée autogéré de Paris en est la preuve (une expérimentation qui dure depuis vingt-quatre ans!). Régression pédagogique d'un côté mais coup de pub sur l'informatisation des classes et des élèves. On confond finalité et moyens, mais peu importe, cela permet aux entreprises de mettre un pied, voire deux, à l'école. Bon nombre d'enseignants résistent aux sirènes des entreprises, mais pour combien de temps? Quand toutes leurs demandes de matériels seront rejetés faute de finances, les directeurs et proviseurs leur proposeront, avec l'aval des rectorats, un partenariat. Dans un futur proche, un laboratoire de biologie en lycée pourra être sponsorisé par le groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis. Pour l'instant, leur entrée dans les établissements scolaires se fait avec subtilité: jeux, concours, actions humanitaires avec des associations. Dans peu de temps, la porte leur sera ouverte au nom de la formation professionnelle, avec la bénédiction de tous les acteurs de l'Éducation nationale. Car la lutte contre le chômage est une priorité. Et voilà comment on met les jeunes en apprentissage dès 14 ans et non plus à partir de 16 ans. Voilà comment on instaure l'option domaine professionnel en classe de 3e, soit 6 heures par semaine de découverte des métiers, des formations et des entreprises, c'est plus que le français (loi Fillon)! Voilà comment on crée leslLycées des métiers (mesure du socialiste Mélanchon reprise par la droite), lieux où l'on forme la future main-d'œuvre dans un secteur particulier pour satisfaire les patrons du bassin d'emploi concerné.

Les autorités politiques et économiques ont réussi leur pari, faire des établissements scolaires des lieux de formation d'une future main-d'œuvre corvéable à merci. Pourtant, des résistances se mettent en place, car l'enjeu est de taille. Il s'agit de défendre une éducation assurant l'épanouissement de l'individu et un enseignement formant l'esprit critique. A défaut de voir pour l'heure des écoles, des collèges, des lycées et des universités transformés en lieux de vie, on peut espérer qu'ils restent des îlots préservés dans un océan libéral infesté de requins. Aujourd'hui, les universités permettent encore à beaucoup de jeunes de vivre des années d'enrichissement personnel. Certes, le fonctionnement interne de l'université est académique, la compétition est présente et l'enseignement y respire la culture du pouvoir, mais certains y mettent peu les pieds. L'essentiel est ailleurs. Il est dans la recherche de soi, à travers des expériences, politiques, artistiques, nihilistes ou autres. Ceux-là se sont aperçus que le système capitaliste cherchait à les enfermer dans une vie de zombi. C'est pourquoi ils se sont lancés dans la lutte actuelle, rejoints par d'autres. Cette lutte va bien au-delà du retrait du CPE. Elle renvoie à l'idée même qu'ils se font et que nous nous faisons du travail. Lycéens, étudiants, sans-emploi, travailleurs précaires, employés sans droit, tous ceux-là qui hurlent dans la rue, qui bloquent, qui occupent, qui cassent, refusent l'exploitation qu'on leur soumet et qui se nomme: salariat.

Thierry Périssé

Projet de loi sur les immigrés

Halte au massacre !

Le projet présenté par Sarkozy au Conseil des ministres mercredi 29 mars définit l'accueil ou le rejet des étrangers selon trois vitesses. Description decrescendo : la première consiste à favoriser les « bon étrangers » diplômés, qui devront également montrer patte blanche devant la « bonne république nourricière », la deuxième à faire mariner les « demandeurs acharnés sans diplômes » et, enfin, la troisième, à exclure les malades et autres « indésirables ». Ces derniers auront tout faux.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR réaffirme son fantasme préélectoral de « maîtrise des flux migratoires ». Un terme contrôlé et propre sur lui qui signifie en réalité : « maîtrise du rejet et de l'exclusion des étrangers ». Il justifie ainsi cette réforme : « Sur neuf personnes qui demandent à immigrer aujourd'hui en France, il y en a huit qui le font pour des raisons familiales et une qui le fait pour des raisons économiques », a rapporté Jean-François Copé, porte-parole du gouvernement, lors de son compte rendu du Conseil des ministre. « Donc, à l'instar de ce qui se fait dans d'autres pays européens, l'idée est de rééquilibrer les choses de ce point de vue. » Le projet de loi prévoit, notamment, que l'obtention d'un visa de long séjour soit indispensable pour la délivrance d'une carte de séjour. Par ailleurs : « La délivrance automatique pour les immigrants irréguliers en France depuis dix ans est supprimée. » En outre : « Les migrants admis pour la première fois et souhaitant s'y installer durablement devront signer un contrat d'accueil et d'intégration. » Et tant qu'on y est : « De plus, l'étranger recevra une formation civique et linguistique et l'obtention d'une carte de résident sera soumise à trois conditions : l'engagement personnel de respecter les principes qui régissent la République française, le respect effectif de ces principes et une connaissance suffisante de la langue. »

Les fayots auront plus de chance que les « profiteurs potentiels »

Les étrangers dont « la personnalité et le talent constituent des atouts pour le développement et le rayonnement de la France » bénéficieront d'une carte de séjour de trois ans. Sa délivrance pour les étudiants, dont le projet aura été préalablement validé par leur pays d'origine sera également facilitée. Pour les personnes se réclamant du regroupement familial, les demandes ne pourront être effectuées qu'après un séjour régulier en France de 18 mois et non plus d'un an. Le demandeur devra justifier de revenus d'un niveau égal au moins au smic, provenant d'un travail et non d'allocations et, « afin de lutter contre les mariages de complaisance, la carte de résident ne sera attribuée au conjoint de Français qu'après trois ans de mariage ». La confiance règne et surtout les pacsés peuvent aller se rhabiller. Pourquoi le ministre des Cultes n'impose-t-il pas en plus le mariage religieux en latin à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, c'est pourtant tendance chez les réacs…

Les étrangers malades se voient déjà refuser la CMU

L'ODSE[1] alerte sur la décision d'exclusion de la CMU[2] des malades étrangers titulaires d'une APS[3]. En effet, depuis quelques semaines, les associations sont confrontées à une vague de refus d'ouverture ou de renouvellement de la CMU, à l'encontre d'étrangers gravement malades, admis au séjour pour des raisons médicales. Les CPAM[4] objectent qu'ils ne « résident pas en France mais y demeurent de façon occasionnelle ». L'observatoire a eu connaissance des consignes données aux directeurs des caisses maladie par l'intermédiaire d'une circulaire et rappelle au ministre de la Santé et aux directeurs des CPAM que « tout d'abord, la condition de stabilité de résidence, exigée en supplément de la régularité du séjour, est précisée par un article de la Sécurité sociale : il s'agit, hormis cas d'exception plus favorable, de résider en France depuis plus de trois mois. La nature du titre de séjour n'entre donc pas en ligne de compte, seule importe l'ancienneté de la présence en France. D'autre part, les étrangers malades titulaires d'une APS se trouvent bien en situation régulière au regard de la législation, car ils sont dans l'attente de la délivrance d'une carte de séjour. Donc, ils sont présents sur le territoire depuis plus de trois mois, répondent aux conditions légales exigées pour l'accès à la CMU et en particulier la condition de stabilité de résidence sur le territoire. Enfin, les malades étrangers atteints de pathologies de longue durée (hépatites, VIH, diabète, etc.) n'ont pas la possibilité d'être soignés dans leurs pays d'origine avant plusieurs années et sont donc, de fait, contraints à résider en France pendant une longue durée ». Pour l'observatoire « leur accès effectif aux soins, supposant leur prise en charge, relève d'impératifs de santé publique et du respect des droits humains fondamentaux ». En général, ces malades, qui disposent de très faibles ressources (inférieures en moyenne à 587,16 euros mensuels), n'ont pas les moyens de s'offrir une assurance privée hors de prix, alors qu'ils sont « en principe » éligibles à la CMU. Enfin, cette question concerne autant les partenaires sociaux que les professionnels de santé ; or, elle a été traitée dans l'absence totale de concertation. Les associations de défense des droits des étrangers ne cessent également de dénoncer l'abus que font les préfectures de ces titres aux dépens des CST[5]. Enfin, par recoupement entre les observations de terrain et les données avancées par la DPM[6], les associations estiment à plus de 6 000 le nombre de personnes gravement malades titulaires d'une APS et qui seraient exclues de la complémentaire CMU par cette circulaire. La France toujours terre d'accueil et pays des droits de l'homme ?

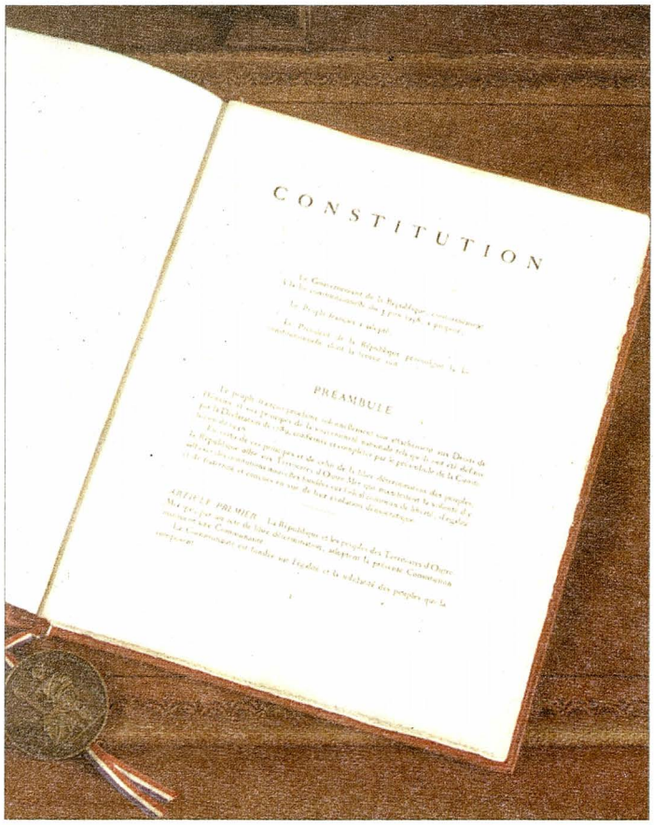
Patrick Schindler
Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

1. Observatoire du droit à la santé des étrangers, rassemblant entre autres Act-Up Paris, Aides, Cimade, Fasti, Gisti, Médecins du monde, etc.
2. Complémentaire maladie universelle.
3. Autorisation provisoire de séjour.
4. Caisses primaires d'assurance-maladie.
5. Cartes de séjour temporaires.
6. Direction des populations et des migrations.

CPE et politique
...Suite

Jacques Langlois

Le Conseil constitutionnel (CC) vient d'avaliser le CPE, article 8 de la loi sur l'égalité des chances. Dans la foulée, Chirac nous a gratifiés d'un des compromis radsoc dont il a le secret en tant que vieux cheval de retour de la politique: protéger son poulain, le pur-sang Galouzeau, et éloigner le traître, le mulet Sarkozy. Dans une jonglerie abracadabrantesque, il a aussitôt annulé la loi qu'il allait promulguer aussi sec, par l'émission d'une nouvelle loi et par des consignes aux patrons: pas de contrat sans un an de période d'essai et sans motivation du licenciement. Comprenne qui pourra. Ce qu'on pige néanmoins, c'est que dans notre république bananière et dans notre démocratie truquée on peut se servir de la loi comme variable d'ajustement des ambitions politiciennes. Dire à la fois qu'une loi votée au Parlement ne peut être contestée, car sinon il n'y aurait plus de démocratie, et montrer que ledit Parlement peut voter n'importe quoi, quitte à se déjuger le lendemain, c'est prouver le degré de légitimité qu'on peut accorder aux lois pondues dans une telle république oligarchique, rentière, népotique, partisane, gérontocratique, technocratique, perpétuelle. Le prince décide et le peuple exécute. Le pouvoir impose et la société civile n'a qu'à se taire. Ne serait-il pas plus pertinent, puisque l'on ne veut pas partager le pouvoir, de dissoudre le peuple? Et quelle innovation juridique: la LPE, la loi promulguée et évacuée! Heureusement, le ridicule ne tue pas.



Le CC disposait d'au moins quatre voies de droit pour rejeter le CPE:

– la première est que la loi scélérate violait la loi Fillon (mai 2004) imposant dans son préambule une concertation avec les partenaires sociaux avant tout texte modifiant le Code du travail. Faut-il en déduire que le CC ne vérifie pas la conformité des lois aux lois? Sans doute, car dans son rôle éminent, il ne s'occupe que de la Constitution;

– la seconde est que six mois avant, il avait suspendu l'ordonnance instituant une discrimination vis-à-vis des jeunes de moins de 26 ans à ne plus prendre en compte dans les effectifs des entreprises pour les seuils du droit du travail (il faut 10 employés pour devoir cotiser au fonds de formation professionnelle continue, 20 pour avoir des délégués du personnel, 50 pour avoir un comité d'entreprise). Ce qui conduisait, par exemple, si on relie la chose au CNE pour les boîtes de moins de 20 salariés à envisager des « start up » sans seuil mesurable puisqu'on peut y envisager mille employés de moins de 26 ans, ce qui laisse perpétuellement en-dessous du seuil de 20! Pourquoi ne pas le faire (suspendre) pour le CPE? C'est discriminatoire dans un cas et pas dans l'autre?

– la troisième est la violation de textes juridiques internationaux. La convention 158 de l'OIT (Organisation internationale du travail) demande une motivation des licenciements, et que le délai de probation soit, d'une part fixé à l'avance dans le contrat, d'autre part qu'il soit raisonnable. De même est violée la charte sociale européenne. Mais le CC ne s'occupe pas non plus de la conformité avec les traités internationaux. Il laisse cette besogne subalterne aux tribunaux ordinaires, qui, eux, en tiennent compte, ce qui nous promet de très longues procédures judicaires, insécurisantes, avant d'aboutir en Cour de cassation qui fait jurisprudence en dernière instance en France. Or la Cour de cassation a le primat sur le CC. Et le plaignant peut évidemment aller jusqu'à la Cour de justice des communautés européennes ou la Cour européenne des droits de

l'homme. Du coup, à propos du CNE, qui nous a déjà fourni des beaux procès, chose fabuleuse, le garde des Sceaux a envoyé des consignes aux parquets pour qu'il fassent appel des jugements de prud'hommes interprétant mal ledit CNE et des recommandations d'interprétation à leur transmettre. Un garde des Sceaux qui s'assied sur l'indépendance de la Justice, il fallait le faire. Sans être un fanatique des États-Unis, on observe qu'ils ne disposent que d'une Cour suprême qui, elle, fait tout : CC et cassation, droit public et droit privé, ce qui permet théoriquement d'éviter que les excellences d'État ne voient leurs décisions jugées par une justice spéciale (CC et tribunaux administratifs, dont le Conseil d'État) hors du droit commun. Quelle belle démocratie que de se faire justice soi-même ! Car, évidemment, le CC est composé de neuf membres (plus les ex-présidents comme Giscard, soit dix aujourd'hui ; lequel Giscard était en Chine...). Sur ces neuf, sept ont été nommés par la droite et Chirac. Le rapport du dossier CPE a été l'ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée ; le président du CC est Mazeaud, chiraquien de chez Chirac. Par ailleurs, ces membres du CC ne sont pas forcément juristes. Il suffit d'être partisan et souvent énarque. Ce n'est pas aux États-Unis qu'on verrait un membre de la Cour suprême n'ayant jamais mis les pieds dans un tribunal comme juge. En France on peut y accéder en tant qu'ancien suspect : Chirac, ex-président, en deviendra membre ! Quant au Conseil d'État, il y a des anciens énarques, donc fonctionnaires nommés par le pouvoir ;

– la quatrième est le mésusage de la technique des amendements particuliers, subrepticement glissés à l'intérieur d'une loi plus générale et largement d'objet différent lors des séances législatives. Ce fut le cas pour le CPE. Il faut savoir que dans ce cas le gouvernement est dispensé de recueillir l'avis du Conseil d'État, ce qui est obligatoire pour tout projet de loi. Pour aller vite, Galouzeau s'est donc assis sur le respect de la loi. Cette technique est particulièrement vicieuse puisqu'elle permet au gouvernement de demander à un député de proposer tout seul comme un grand l'amendement qu'il souhaite.

On peut donc avec ce bel exemple du CPE se faire une idée du respect de l'État de droit démocratique par Chirac et ses sbires depuis près de quatre ans. Même les socialistes n'avaient pas osé aller aussi loin dans le jacobinisme, dans la décision prise par les seuls gouvernants, dans le mépris des partenaires sociaux, dans la négation de la société civile, dans la violation de son propre droit. Un autre exemple réside dans la future fusion GDF-Suez : le gouvernement a annoncé qu'il modifierait la loi interdisant que l'État descende en dessous de 70 % dans le capital d'EDF ou de GDF, loi du 8 août 2004, promesse de Sarko pour faire avaler aux syndicats la pilule de l'ouverture du capital. Lesquels syndicats avaient capitulé en rase campagne en sachant très bien que quand on donne l'auriculaire aux libéraux ils continuent jusqu'à grignoter tout le bras.

La démocratie suppose que la majorité politique respecte les droits de la minorité. Ce n'est pas fait. Et, depuis avril 2002, c'est bien pire car cette majorité a perdu trois consultations : européenne et régionale en 2004 et référendum du TCE en 2005. Elle est donc socialement minoritaire, comme l'a prouvé encore plus la manifestation du 28 mars, et aussi politiquement minoritaire. Au lieu d'en tenir compte, elle veut faire passer ses « réformes », c'est-à-dire ses rétrogradations baptisées modernisation, contre les dinosaures, à marches forcées. Et, toute honte bue, il n'est pas question de démissionner. Il est vrai qu'il y a encore quelques juges qui attendent Chirac au tournant puisqu'il n'est intouchable que tant qu'il reste président. Il est vrai que le premier à se maintenir malgré le verdict des urnes fut Mitterrand, sans vergogne et en violant l'esprit de la Constitution.

On sait donc ce qui nous attend si cette majorité politicienne est reconduite en 2007 : on aura soit Napoléon au pont d'Arcole (dans ce cas cependant le cheval et le cavalier se confondent), soit un Bush en réduction, avec sans doute un peu moins de frais de bouche. En attendant, cette droite cynique joue le pourrissement, les vacances de Pâques et la possibilité de casser le front syndical uni pour l'instant. Cela se fera en flattant l'image moderniste de la CFDT, en lui offrant une réponse convenable à sa demande d'un CDI progressif et modulable associé à des droits à la formation. La CFDT a déjà trahi en 2003 lors du mouvement social contre la réforme des retraites, ce qui avait permis à Raffarin de jouer la tactique des Horace et des Curiace.

Cette stratégie a le mérite de reporter sur Sarkozy les conséquences d'une probable bavure policière liée à l'exaspération des jeunes qui voient bien que voter c'est pisser dans les urnes pour leur faire jouer *la Marseillaise*. C'est la stratégie du pire car les salariés ont compris que ce qui était en jeu c'est le sort de leurs enfants. C'est de la haute politique : périsse le pays pourvu que mes intérêts politicards passent avant ceux de mon concurrent. La jonglerie de Chirac, qui va remplacer Ponce Pilate comme symbole de la défausse hypocrite, amène déjà les manifestants à durcir leur position. L'aristocrate de Robien, se prenant pour le régent (que la fête commence à la veille de 1789), ajoute de l'huile sur le feu : il demande (oralement !) aux proviseurs de saisir la maréchaussée et autres pandores pour faire évacuer les lycées et collèges. Sans doute cette droite, redevenue la plus bête du monde, veut-elle nous refaire le coup de la sécurité qui avait si bien marché en 2002 avec le passage en boucle à la télé du pépé Doize au visage tuméfié. Des voitures qui brûlent sur le petit écran grâce à l'obligeance de la gent médiatico-politicarde, des casseurs, des flics calmes, etc. Voilà qui fera peur à la veuve de Carpentras, au retraité des banlieues, aux petits, aux sans-grade qui n'ayant pas grand-chose ne tiennent pas à le perdre. Vous m'ajouterez une louche de lois contre l'immigration ; quelques images de familles polygames et de « bronzés » faisant la queue à l'ANPE afin de voler les emplois des Français (dommage que la télé ne rende pas les odeurs, cela permettrait de reprendre les célèbres paroles de Chirac ; il reste le bruit pour la radio) et ça fera la rue Michel comme programme de la droite. Mais le risque, c'est fort Chabrol. Celle-ci s'en fout car ce qui compte, c'est de rester aux affaires, dans tous les sens du terme. Pourvu qu'en 2007 nous n'ayons pas à dire le fer a repassé.

J. L.

Irréligions

On avait réussi à séparer l'Église de l'État. Lourde tâche en ce début du XXe siècle. Voilà-t-y pas que ça revient par la fenêtre et que maintenant ils (elles) sont trois ! L'anticléricalisme a paru désuet mais maintenant il est plus qu'urgent de bouffer du religieux ! Nos camarades du Bougainville s'y emploient et nous livrent ici leurs dernières vociférations.

Le nœud coulant

Crève Dieu, c'est tout ce qu'il mérite, même s'il n'existe pas

Et le cadavre de ce qui ne relève ni du réel ni de l'imaginaire, simple résidu des renoncements et précipité des ressentiments, encombre à nouveau le paysage et ne va pas tarder à jeter ses crocs-en-jambe en la vie de chacun. « Tu ne dois pas », voilà bien la devise qui va ressurgir et effacer la promesse du « Fais ce que voudras », toujours à inscrire au fronton de l'existence.

Il est là de nouveau, lourdaud comme un capucin, bavant comme un pape polonais, rotant comme un imam et pétant comme un bonze crétin.

L'œcuménisme réalisé sur le dos des athées, c'était à prévoir, le tout scellé par le sang des martyrs… Les loufiats du divin n'apprécient pas que l'on ne fréquente point leurs établissements. Au menu le plat doit être unique ; seul l'accompagnement frelaté varie, autorisant ainsi l'imbécile litanie reprise jusqu'en des milieux dits alternatifs sur la merveilleuse garantie de la diversité humaine que serait la pensée religieuse. Et de plaider pour un enseignement obligatoire de l'histoire des religions, sans même être effleurés par l'idée que celui de l'histoire de l'irréligion serait plus opportun. N'oublions tout de même pas que la forme la plus moderne de l'histoire des religions – le phénomène religieux présenté comme consubstantiel aux processus psychiques à l'œuvre dans l'homme et donc inévitable même lorsqu'il se prétend laïque – tire son origine des théories de Mircea Eliade, zélateur et partisan de la garde de fer roumaine, qui continua le combat de cette autre et, il faut bien le reconnaître, intelligente façon, n'hésitant pas après coup à réécrire sa vie à coups d'omissions pour la rendre présentable.

La libre association d'individus pouvant être quittée à chaque instant par chacun d'entre eux sans mea culpa ou justification ne peut s'accompagner de l'idée de croyance.

Pendant quelques décennies, il aura été possible de vivre sur un coin du globe sans jamais avoir à rendre compte à une instance religieuse, sans même à s'en vraiment préoccuper. Le retour au goupillon qui tente derechef de se faire une place à l'ombre agressive du minaret n'en paraît que plus brutal. Nous nous étions endormis, de croire que c'était toujours cela de gagné, à défaut d'une révolution sociale dont la probabilité s'éloignait chaque jour davantage, et que vie amoureuse, vie de l'esprit et vie sociale pourraient ne plus être souillées de l'ombre infâme et se mener indemnes de ces dangereuses billevesées. C'était compter sans la nécessité économique de la docilité, cruciale en temps de précarité et d'appauvrissement, dont le restreignant « Tu dois » est certes un meilleur auxiliaire que l'émerveillant « Fais ce que voudras ».

Évangélistes, mahométans ou curetons arpenteront bientôt librairies et bibliothèques désignant du doigt les ouvrages choquant leur foi et susceptibles de perturber l'asservissement de leur progéniture. Résolution de l'ONU sur le respect dû aux croyances religieuses ou, plus probable, directive européenne du même acabit ouvrant la voie à la restauration d'un index, les belles pages d'incroyance proclamée, ouvertes au XVIIIe siècle, n'ont jamais été aussi près de se refermer, et ce n'est pas un athéisme timoré, honteux, qui pourra y faire obstacle.

Léger-Péril

« dei, mem

Dieu, souviens-to

Siltax

**Cache au moins ma faiblesse, et sauve encore ma gloire :
Je dois régir en Dieu l'univers prévenu ; mon empire est détruit si l'homme est reconnu. « Le Fanatisme, ou Mahomet le prophète »**

Voltaire

ET ENFIN l'islam vint, revint. Et cette modalité de dieu, foutre dieu, prend bien de la place. Des jumelles new-yorkaises au tsunami antidanois, la main armée des croisés de la foi a déclaré la guerre. Mais quelle guerre et avec quels combattants ? Emporté par cet élan, tout ce que la planète compte de déicoles, théophiles et autres sectaires en tout genre hausse le ton et brouille les cartes.

Le monde des conflits économiques et géostratégiques s'est nettement recomposé. L'offensive de l'archaïsme religieux s'est pratiquement et spectaculairement substitué aux aventures de la guerre sociale. Celle-ci, vaste projet révolutionnaire d'émancipation théorisé et pratiqué surtout au cours des deux derniers siècles, présente pour l'heure un bilan qui tient en peu de mots : échec polymorphe sans appel. Le capitalisme, puisqu'il faut bien utiliser encore quelques concepts généraux toujours en vigueur, a progressivement installé le triomphe planétaire de la société marchande (pour faire court et un peu mode). Les « lois d'airain » de la nouvelle économie financiarisée s'imposent avec pour conséquence notable la généralisation d'une instabilité chronique des structures politico-économiques et de la situation concrète des individus. Et c'est ainsi que la bataille contre la marginalisation de nombreux États ou plus simplement d'individus à peine prolétarisés a trouvé dans le recours véhément aux préceptes et autres commandements de la religion une tactique de survie offensive pour les premiers, un ensemble de règles intangibles et fondatrices pour les seconds. Cette observation n'a rien d'original mais elle est au cœur du retour de l'omniprésence de l'idée de Dieu qui est à nouveau partout, dans la politique, locale et internationale, dans les têtes nouvellement acquises pour beaucoup et, bien entendu, dans celles qui n'avaient jamais réussi à s'en débarrasser et qui s'en trouvent toutes ragaillardies.

Pour nous en tenir aux batailles littéralement sanglantes où, au nom d'un dieu et de son prophète pertinent, on s'étripe allègrement, un rapide survol est au moins significatif. Au plan local, l'Irak vit une guerre de religions, Allah chiite contre Allah sunnite, pour le contrôle du pouvoir tandis que le Kurde musulman s'est installé dans les zones riches en pétrole. Ah, les parfums franco-chrétiens de la Fronde et autres Saint-Barthélemy ! Au Nigeria, en Indonésie, au Soudan, Allah, toujours lui, taille de saignantes croupières au Dieu de Jésus qui le lui rend bien lorsque c'est possible, mais l'équilibre des forces est nettement en faveur du premier. L'hindouiste et le musulman se livrent périodiquement à de véritables pogromes dans divers États du sous-continent indien pour, par exemple, la défense d'espaces et autres monuments sacrés. Une analyse serrée de ces divers affrontements n'aurait aucun mal à mettre au jour leur ressort véritable : l'appropriation de l'ensemble des ressorts politiques et culturels et des ressources économiques par un groupe agissant au nom d'une idéologie fondée d'abord sur la « logique » d'une vulgate religieuse à laquelle s'agrègent des ingrédients spécifiques (exaltation nationaliste, anti-occidentalisme, revendications territoriales, etc.).

Et s'il était besoin de poursuivre la « démonstration », on ne s'étonnera pas de constater combien s'est banalisé dans le domaine politique le recours symbolique à l'adhésion inconditionnelle à un dieu, quel qu'il soit. N'est-ce pas un député du Likoud, en Israël, qui attaque le remplaçant de Sharon à la tête du gouvernement, en ces termes : « Cet homme sans Dieu a prouvé à de nombreuses

Dieu a fait l'hom

le monde libertaire

Supplément au n° 1434

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste. Chaque jeudi dans vos kiosques pour 2 euros ou par abonnement.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59
Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

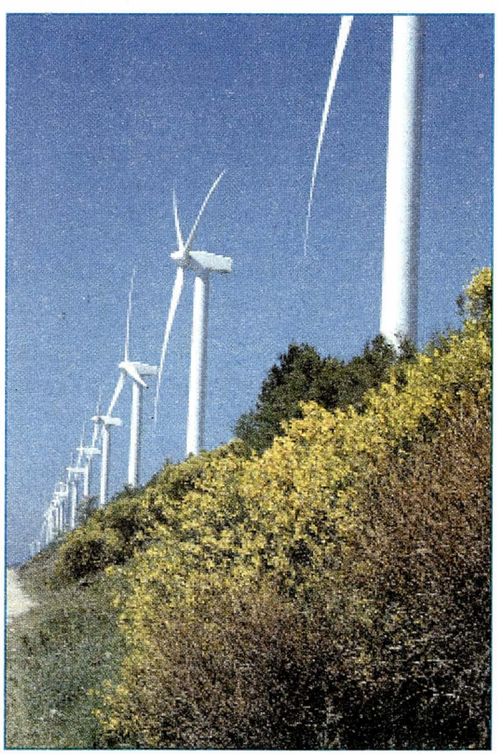
Non à l'EPR !

Non à la société nucléaire !

Mobilisation antinucléaire des 15 et 16 avril 2006 à Cherbourg

Fédération anarchiste

145, rue Amelot, 75011 Paris
http://www.federation-anarchiste.org



L'EPR, RÉACTEUR EUROPÉEN à eau sous pression, est le résultat d'une alliance franco-allemande. L'objectif est de remplacer le parc électronucléaire français et d'exporter le réacteur au moment où la crise énergétique affole les opinions publiques.

Entériné au cours du pseudo-débat sur l'énergie (2003) et de la loi d'orientation sur l'énergie votée le 1er juin 2004 à l'Assemblée, Villepin annonce en octobre 2005 « qu'au vu des conclusions du débat public en cours, EDF construira le premier réacteur EPR à Flamanville (Manche) ». Pourtant, EDF avait déjà lancé des appels d'offres et le « débat public sur l'EPR » débutait le... 3 novembre 2005 !

L'EPR soulève de nombreuses critiques. Avec son rendement faible (33 %), un rendement au kilowattheure supérieur de 10 % à peine par rapport à ses aînés, il reste émetteur de chaleur (effet de serre) et gros consommateur d'eau et, surtout, il génère des déchets radioactifs dont on ne sait toujours que faire, dangereux pour des milliers d'années. Ajoutons à cela que son caractère indestructible est douteux depuis l'attentat des Twin Towers, et que ce projet n'a jamais été soumis à une contre-expertise technique et financière. Il coûterait 3 milliards d'euros et viendrait conforter la surproduction électronucléaire française alors qu'aucune tranche supplémentaire n'est nécessaire avant quinze ans. Alors pourquoi ce passage en force ?

L'EPR, au service de qui ?

Les vraies raisons de l'adhésion des politiques et des industriels à l'EPR sont ailleurs. En réalité, selon un rapport d'EDF, ce projet EPR est rendu nécessaire pour assurer le maintien industriel et intellectuel des filières industrielle et scientifique liées au nucléaire. Le secteur industriel est mis à mal par l'absence de nouvelle construction, l'entretien des installations ne lui suffisant pas. L'EPR viendrait à point nommé (s'il ne tarde pas trop !) pour relancer aussi la recherche, assurer l'entretien du niveau des connaissances acquises et surtout le recrutement de chercheurs qui emprunteraient une filière qui se tarit (départs à la retraite), et qui ne jouit pas d'une bonne image dans l'opinion publique, car considérée sans avenir et dangereuse. Enfin, les exploitants allemands, se voyant interdire toute construction de tranche nucléaire dans leur pays, resteraient présents sur ce marché, mais en France, en attendant que l'État allemand change d'opinion.

Une politique globale de destruction

À y bien regarder, donc, l'EPR nous est imposé pour des raisons qui sont propres aux maîtres d'œuvre de cette industrie dangereuse, et qui n'a rien à voir avec des besoins réels ou une aspiration librement exprimée et partagée. À ce titre, il convient de mettre en perspective cet épisode EPR avec le sort des populations et le respect des ressources naturelles dans le développement incontrôlable de l'organisation capitaliste. En prédateur forcené, le système fondé sur la recherche de profits croissants fait main basse sur des ressources qui appartiennent pourtant à tous et à toutes, pour les piller, puis les rejeter lorsque la courbe des bénéfices devient descendante, sans autre planification que celle des comptes en banque des actionnaires privés ou d'État. La gabegie, l'incitation à la consommation outrancière et déresponsabilisante, la pollution, le mensonge, la collusion avec les pouvoirs politiques, les mauvais traitements infligés aux salariés et aux populations gênantes et à leur cadre de vie... sont monnaie courante dans le secteur du nucléaire, comme dans celui des énergies en général. On pourrait évoquer aussi le sujet des OGM, de l'amiante, de la déforestation des pays du Sud, l'industrialisation sauvage, etc.

Puisque l'État, encore au service des intérêts privés, cherche à nous imposer l'EPR, comme il nous a imposé la filière nucléaire, civile et militaire, il nous revient d'exprimer un refus indépendant des politiciens Verts [1] et autres courants voisins – qui sont « au service de » et soumis à la logique de cet État.

S'opposer au nucléaire, pourquoi ?

Le nucléaire a ses soutiens... et ses opposants. Pour les premiers, c'est une énergie « propre » car sans effet de serre, seule à même de garantir le confort d'une société développée moderne et l'indépendance nationale. Pour les autres, dont nous sommes, un regard critique est nécessaire sur de tels enjeux de société. La plupart des médias ont relayé l'idée que le nucléaire était une énergie sans danger. Bon exemple, l'an passé, l'emballement suscité dans toute la presse devant le projet pharaonique ITER, gouffre financier aux risques énormes (dont la prolifération de tritium, composant clé des bombes atomiques). Cela est révélateur de l'absence d'expression critique dans les médias, verrouillés par leurs liens financiers avec le lobby nucléaire ou par leur idéologie scientiste.

Le nucléaire et la liberté

Produire de l'électricité nucléaire implique un pouvoir centralisé et un contrôle policier, voire militaire (contre les risques terroristes, entre autres). Avec les attentats du 11 septembre 2001, nous avons pu apprendre que l'éventualité d'un crash de gros avions sur une centrale n'avait pas été envisagée. Qui peut se vanter de tout prévoir ? Aucun système n'est infaillible. Dans cette logique, la concentration d'une source énergétique dangereuse et sa haute technicité éloignent toute possibilité de contrôle direct par la population et rendent dépendantes et fragiles des régions entières qui restent sous le joug de l'État central.

Plus grave, trop mis en sourdine, le risque de catastrophe en cas d'accident est bien réel et de plus en plus accentué avec le vieillissement des centrales. Un accident nucléaire grave, c'est une région inhabitable pendant des milliers d'années et d'innombrables victimes. Il n'y a actuellement pas de remèdes... C'est pourquoi les autorités travaillent... sur la gestion des turbulences sociales potentielles qui pourraient en résulter, c'est-à-dire la colère et la panique des habitants !

De plus, la dissémination de pollution (rejets liquides, gazeux, transports, pollutions accidentelles, déchets ferreux refondus et mis en circulation) ne peut pas ne pas avoir d'effets sur la santé et l'environnement. La question des déchets est toujours sans solution. Ainsi, si le nucléaire produit peu de gaz à effet de serre directement, il contamine la terre et produit des déchets pour des milliers d'années.

Logiques de pouvoir et de guerre

Nucléaire civil et nucléaire militaire sont intimement liés. Le nucléaire civil permet en effet de créer les matières nécessaires à la production des bombes atomiques. C'est d'ailleurs pour cette raison que les choix énergétiques français n'ont fait l'objet d'aucun débat réel dans la population. Qui dit militaire dit culture du secret ! L'armée étant le bras armé de l'État, le personnel politique n'a guère eu de remords à toutes et tous nous engager dans cette production à risques... Le classement « secret défense » des informations relatives au nucléaire, promulgué en 2003, n'est donc pas étonnant mais cohérent avec la politique de l'État, quelle que soit la couleur du gouvernement à ses manettes. Le président de la République, Jacques Chirac, après avoir brillé en 1995 en autorisant la reprise des essais nucléaires au mépris des populations de Mururoa, a déclaré lors de son voyage en janvier 2006 à L'Île-Longue, près de Brest, que la force de frappe nucléaire pouvait être utilisée contre des villes ou des régions abritant des groupes pratiquant le terrorisme. Le Parti socialiste a acquiescé. En extrapolant et en appliquant cette logique : en 1985, après l'attentat du *Rainbow Warrior*, aurait-il fallu que le gouvernement néo-zélandais détruise la France ?

Le nucléaire prépare l'avenir ?

Après les crises pétrolières des années 70, les défenseurs du nucléaire ont avancé l'indépendance nationale comme critère de choix en faveur de cette énergie. Tordons le cou à ce mythe : les principales mines d'uranium ne sont pas en France ! La « culture du risque », chère aux idéologues libéraux, les travailleurs des mines d'uranium au Niger, exposés à la radioactivité et aux conditions de travail pénibles, connaissent... De plus, le secteur du transport, principal responsable de l'effet de serre et pilier de l'activité économique, dépend toujours du pétrole.

Nucléaire et corruption

Les stratégies des nucléocrates face à l'opposition au nucléaire s'affinent. Tirant le bilan de l'opposition frontale rencontrée parfois en imposant des décisions qui engagent pour des années, l'État et les industriels du nucléaire organisent désormais des consultations... qui donnent l'illusion de participer à un processus démocratique. Or un opposant au nucléaire conséquent ne saurait intégrer ces pseudo-concertations, car ces combines, même si elles peuvent séduire en donnant l'impression qu'un avis ou un vote peut avoir de l'importance, ne restent qu'une façade légaliste de plus pour les magouilles. Il est évident que l'échelle des investissements et de la logistique industrielle du nucléaire – qui implique des plans à cinquante ans, voire plus – ne saurait être modifiée en fonction de consultations. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, les décisions sont déjà prises avant d'être passées en « débat ».

Il y a en outre à interroger le syndicalisme quand il sort de la défense des intérêts matériels des travailleurs. S'il est important que les employés d'EDF aient un bon statut, que dire

du soutien, voire de l'adhésion des directions syndicales au développement nucléaire ? La caution syndicale verrouille le lien qui devrait être tracé entre mouvements écologistes et mouvement social. Pourtant, la jonction est possible autour de la défense d'un service public des énergies : mutualisation des coûts, absence de recherche de profits, accès pour tous, etc.

L'électricité nucléaire est en réalité très chère quand on prend en compte l'ensemble de ses coûts : recherche publique, construction et démantèlement des centrales, gestion des déchets, etc. Raison pour laquelle du personnel intérimaire, peu formé, est de plus en plus utilisé comme main-d'œuvre. De plus, l'énergie nucléaire accapare la majorité du budget recherche, limitant d'autant le développement potentiel des énergies renouvelables.

Le nucléaire et la sécurité

Le nucléaire, ce n'est grave que si l'on a peur de mourir. Faut-il en déduire qu'il ne faut pas confier le nucléaire à des militaires ? À des élites politiques disposant de bunkers en cas d'attaque ?

En tout cas, si l'on considère l'état du monde aujourd'hui, les prévisibles conflits à venir autour de la gestion des pénuries énergétiques, en eau potable, voire en nourriture, on ne peut rêver pire cauchemar pour le futur que l'extension des connaissances dans le domaine nucléaire à l'ensemble des États de la planète.

Or il est évident, que si la France crée l'EPR, c'est pour le vendre. Considérons le peu d'intelligence dont l'État français a fait preuve pour le moment dans ce domaine (usines ou réacteurs en Israël, en Inde, en Afrique du Sud, en Irak, etc.), l'action antinucléaire ne saurait se borner à réclamer plus de transparence ou un nucléaire sous contrôle citoyen. Ce qui nous a en partie protégés pour le moment, c'est que la conception des armes et centrales nucléaires nécessite un rapport un minimum rationnel et athée à l'environnement. Elle nécessite un minimum de libertés publiques pour que les « cerveaux » puissent imaginer, se soutenir, créer des choses nouvelles hors d'une société de répétition, de traditions, de religion et de dogmes.

S'il s'est toujours trouvé des fous dans les pays nucléaires (comme le général Mac Arthur lors de la guerre États-Unis-Corée, ou Jacques Chirac dernièrement !) pour vouloir employer les bombes atomiques à une échelle tactique, les conditions sociales et politiques nécessaires pour créer les technologies nucléaires ont heureusement pour le moment contenu l'usage catastrophique que l'on peut imaginer de ces armes.

Cependant, si la France continue d'exporter ses technologies d'enrichissement et de retraitement d'uranium, celles-ci vont à l'avenir passer dans les mains de sociétés dont le champ politique se limite à un dialogue avec Dieu, à la pérennité de systèmes féodaux et racistes millénaires, à l'extension d'empires qui ne géreront ces technologies que comme un outil de plus pour poursuivre leurs traditions de guerre ou pour verrouiller leurs populations.

Dans ce cadre, nous le savons, les traités de non-prolifération nucléaire des années 70 ne sont pas suffisants. Les pays sur le point d'acquérir la bombe – tout comme l'État français d'ailleurs – ne les ont jamais signés malgré les alternances politiques, la fin de la guerre froide et autres prétextes. Et pour cause ! L'imbrication entre les lobbys militaro-nucléaires et l'État français est totale, lutter contre le nucléaire c'est lutter contre l'État.

Lutter contre le nucléaire, comment ?

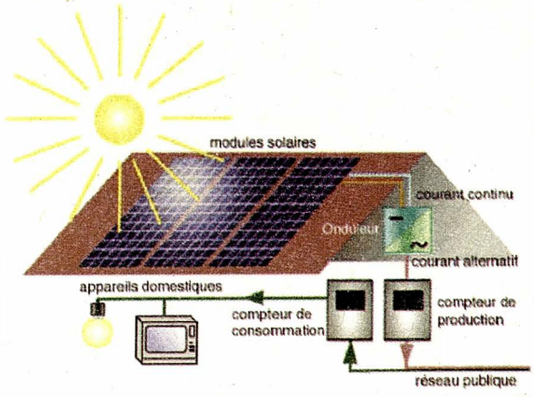
Dans le domaine uniquement nucléaire, il est évident que persister dans des formes de luttes antinucléaires légalistes et passant par les élections n'est absolument pas à la hauteur de tels enjeux. Relevons que l'ex-ministre de l'Environnement du gouvernement Jospin, la Verte Dominique Voynet, a elle-même fait un bilan très mitigé de son action sur le dossier du nucléaire. Notons que les seules régions françaises sans réacteurs comme la Bretagne sont celles où historiquement l'action directe antinucléaire a été pratiquée régulièrement, violemment, massivement et à grande échelle par la population (même si cette population est loin d'être composée uniquement d'anarchistes).

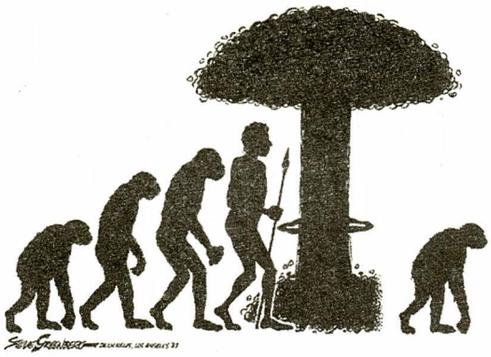
Se passer du nucléaire, civil et militaire, réellement et en totalité implique de remettre en cause le Pouvoir. Des pays pourtant capitalistes, par définition énergivores et de gaspillage, ont une faible part de nucléaire comme source énergétique. La consommation de masse moderne n'est donc pas le critère majeur du maintien du nucléaire. C'est la recherche de puissance qui motive cette fuite en avant.

Les minorités gestionnaires, qu'elles soient politiques, économiques ou technocratiques, n'ont pas l'intention de se laisser dépouiller de leurs privilèges. Ils et elles ne pourraient plus décider pour nous !

Passer aujourd'hui par les partis politiques pour espérer contenir le nucléaire continue d'être risible tant le comportement de l'État, et particulièrement de l'armée, a traditionnellement été odieux sur ces sujets. Tant il est évident qu'on ne peut sortir du nucléaire en France sans bouleverser intégralement et irréversiblement le fonctionnement de l'économie. La seule attitude morale et durable que nous pouvons concevoir est de changer globalement de logique et de priorités dans le domaine économique. C'est une logique révolutionnaire qui ne saurait se borner à influer sur quelques points isolés de l'organisation sociale actuelle.

Alors quoi ? Promettre de détruire des pans entiers de l'économie en stoppant la filière nucléaire, mais néanmoins oublier de faire des projets pour vivre autrement qu'avec de la





croissance et des enjeux militaires à tous les étages. Qui peut considérer sérieusement les courants politiques qui agitent de tels objectifs ?

Nucléaire et avenir énergétique

La question de l'énergie nucléaire, une nécessité absolue selon l'État, ne peut se poser que dans une société capitaliste où la consommation et les profits priment sur le bien-être de la population. Le débat des « mérites versus dangers » du nucléaire est faux car ancré dans un système qui refuse de remettre en question notre relation avec les ressources de la planète.

Sans surprise, le gouvernement nous présente son projet nucléaire de façon trompeuse, sans aller au fond du problème sociétal qui fonde nos besoins énergétiques. La croissance énergétique aujourd'hui n'est plus justifiée par le bien-être de l'individu, mais par le profit et le pouvoir : une société de production qui pousse à toujours plus de consommation. Nous n'avons pas besoin du nucléaire ; nous avons besoin de repenser nos relations à l'énergie. Notre planète arrivera au bout de ses capacités, et nous devons impérativement nous pencher sur une décroissance énergétique qui envisage non pas une énergie nucléaire malhonnêtement dite « propre », mais plutôt une réorientation vers les énergies renouvelables, réellement propres, et des économies.

Les alternatives énergétiques

Des alternatives concrètes existent, sont largement exploitables, et permettent d'équilibrer sur le long terme nos besoins en énergie avec les ressources de la planète. Aujourd'hui, les énergies renouvelables ne couvrent que 20 % de la consommation mondiale d'énergie, mais le potentiel de ces énergies est énorme car ce sont des ressources inépuisables tels la chaleur de la terre, le soleil, le vent, l'eau, les marées et la croissance des végétaux qui n'engendrent pas ou peu de déchets et d'émissions polluantes. Il n'y a pas mystère lorsque nous comparons ces énergies de « flux » aux énergies « stocks » avec leurs gisements limités de combustibles fossiles (pétrole, charbon, gaz, uranium) et les nombreuses guerres économiques et physiques qui ont été menées en leur nom ! Il n'y a pas mystère, que derrière ces énergies stocks, l'État et les multinationales ont trop investi pour pouvoir lâcher ces énergies polluantes et gaspilleuses en faveur d'énergies saines et renouvelables.

Concrètement, il faut envisager une décroissance énergétique et une adoption des énergies renouvelables, d'un côté, et, de l'autre, la fermeture des centrales nucléaires et l'abandon des centrales thermiques fonctionnant aux fioul et charbon. S'ajoutent à cela un maintien du grand hydraulique (eau) à son niveau actuel et une augmentation modérée de la micro-hydraulique, envisageant un doublement de production par 2050. Le potentiel éolien (vent) pourrait augmenter par dix d'ici à 2050 et, dans cette même période, la biomasse (végétaux, biocombustibles, déchets organiques) pourrait être multipliée par cinq. Le potentiel photovoltaïque (soleil) ne cesse d'augmenter avec la mise au point de technologies toujours plus efficaces de stockage, d'injection ou d'utilisation directe. Tandis que l'énergie géothermique (terre) peut déjà être adoptée comme moyen de chauffage d'habitation, climatisation et électricité injectée dans le réseau ; son potentiel estimé est de 100 TWh par an.

La décroissance économique

Pour éviter d'aller droit dans le mur, nous devons exiger une décroissance énergétique, qui peut bien sûr commencer par nous, mais qui doit surtout aller au-delà du consommateur particulier et viser les entreprises et les États qui nous imposent leur capital au détriment de notre bien-être physique et sociétal. Seule une stratégie de rupture avec le profit et la concentration capitalistes peut ouvrir des perspectives.

La destruction du capitalisme

La consommation mondiale d'énergie peut être réduite de moitié simplement en faisant des économies d'énergie, en changeant nos habitudes de transport, de construction, etc. Or comment changer ces habitudes en conservant l'organisation de la concurrence guerrière propre au système capitaliste ?

La peur du chômage, les carrières fondées sur l'argent, le système de formation/spécialisation professionnelle et le manque de temps libre conduisent à la multiplication des déplacements polluants. Comment réduire les transports quotidiens de personnes sans changer l'organisation actuelle du travail ? Comment réduire les transports internationaux tant que la logique de spécialisation des productions de l'économie est à l'œuvre ? Comment sortir l'architecture contemporaine des bâtiments publics de ses délires de verre et d'aluminium climatisés ? Comment réduire les transports de marchandises tant que la production est guidée par une logique de profit : produits non durables, changés souvent, vendus « pas chers », souvent dans le cadre de besoins créés par la pub pour soutenir la croissance ? Nous en venons aujourd'hui à considérer qu'il est normal d'avoir chaud l'hiver et froid l'été... Comment sortir de ces logiques sans casser une certaine idée du productivisme et l'idéologie scientiste de toute-puissance sur l'environnement que l'ensemble des médias véhicule ? Comment changer nos modes de construction de logements tant que les populations qui ont le plus besoin de se loger sont celles qui ont le moins d'argent ? Tant que l'accès coûteux et dangereux au crédit privilégie de fait les économies à la construction sur les économies à l'usage ? Comment responsabiliser à l'environnement tant que les différences de capital financier autorisent à une « élite » une mobilité mondiale en cas de problème environnemental ?

Le débat ne porte pas sur les modalités de la technique, mais sur les conditions sociopolitiques, c'est-à-dire sur la maturité des populations, leur capacité à définir leurs propres besoins et à mettre en œuvre une organisation sociale apte à satisfaire... sans compromettre ceux des générations futures.

Le combat antinucléaire est un combat politique, jamais facile mais bien nécessaire, pour un projet de société opposé au productivisme et au capitalisme. La réappropriation de ce qui serait aux capitalistes et aux cliques d'État est la seule à même de nous permettre un développement technologique en lien réel avec nos besoins, notre cadre de vie, nos libertés. Au nord comme au sud de l'hémisphère, cette réappropriation passe entre autres par des actions concertées et coordonnées contre l'EPR et le nucléaire civil et militaire, tout en visant l'autonomie, l'autogestion, le fédéralisme, vers un projet social et écologique égalitaire, donc libertaire.

Militons pour l'abolition des armées, gouffres énormes en matière d'énergie et de matières premières, dont les dépenses mondiales dépassaient les 1 000 milliards de dollars en 2004.

Sortons du centralisme qui éloigne la production énergétique de ses consommateurs et, à la place, produisons le plus localement possible des énergies renouvelables.

Il est temps de participer toutes et tous aux choix énergétiques qui nous concernent, de devenir gestionnaires de nos ressources et des décisions qui nous affectent ! Il est temps de rompre avec la passivité : reprenons nos vies des mains des entreprises et de l'État qui nous exploitent.

Décroissance énergétique et autogestion avant qu'il ne soit trop tard !

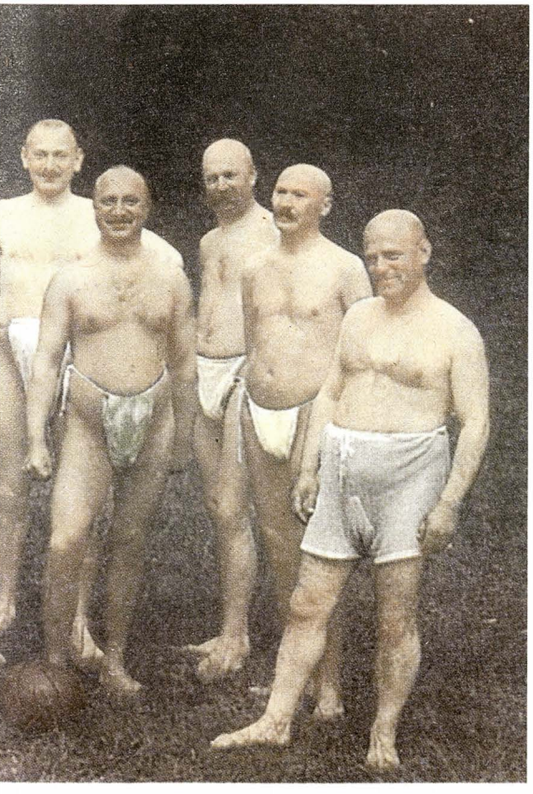
---

1. D. Voynet a récemment déclaré que la fibre antinucléaire n'était pas dans sa culture écologiste. Les élus régionaux Verts de Basse-Normandie se sont abstenus lors de la décision d'implanter l'EPR dans la Manche. Enfin, Verts, Alternatifs et LCR s'associent aux très nucléocrates PC et PS sans y voir d'incompatibilité des moyens de faire de la politique...

ento mori »

i que tu es mortel

me à son image



reprises que tout est acceptable pour rester au gouvernement » ! Eh oui, il n'est donc de politique honnête que croyant. Ou encore, le nouveau tsar de toutes les Russies, Vladimir Poutine, s'en va de son bon pas de pèlerin participer, un cierge à la main, entouré d'enfants, à la messe de Noël (russe bien entendu) à Iakoutsk, par -50 °C. Un vrai pince-sans-rire à sang-froid, cet hiérarque du KGB-FSB qui a bâti son succès sur des dizaines de milliers de morts. Et, bien entendu, le grotesque et terriblement malfaisant G. W. Bush qui ne cesse de recourir à Dieu (de type évangéliste) et à son règne nécessaire puisque sans eux il n'y aurait ni démocratie ni, en conséquence, juteuse exploitation des ressources naturelles de pays bien pourvus.

L'apparition publique de Ben Laden et le développement soutenu de la nébuleuse islamiste internationale lancée dans la guerre sainte contre l'Occident mécréant globalement judéo-chrétien ont conduit à une situation conflictuelle mondiale qui rappelle analogiquement les batailles de feu la guerre froide. Le camp de l'« internationale terroriste islamiste » est diffus, géographiquement dispersé, installé au pouvoir dans certains États (Iran, Soudan, par exemple) ou dans l'opposition (Pakistan, Indonésie, Afghanistan). Son expression idéologique peut se résumer en quelques mots : la gestion sans partage de la société et des ressources économiques au nom d'allah triomphant. Son adversaire, le camp dit « démocratique », composé d'États que la guerre économique capitaliste oppose, tient un discours abstrait où liberté et tolérance (le choix d'un culte par exemple) masquent la brutale réalité de la dégradation des conditions économiques et sociales dérivées de la « libre circulation des personnes et des capitaux ». Bref, le conflit est truqué et on ne s'étonnera pas si tous les coups fourrés sont permis et leur interprétation difficile. Qui manipule qui ? Le cas des médiocres caricatures danoises est intéressant si l'on s'intéresse aux camps à qui « le crime » a pu profiter : la droite raciste danoise au plan politique national, le camp officiel occidental qui trouve l'occasion de condamner la manquement fait aux sensibilités musulmanes, les ayatollahs iraniens au pouvoir qui démontrent leur capacité à manipuler l'ire islamiste dans de très nombreux pays, les groupes propalestiniens qui arguent d'un racisme anti-arabe (manipulé par l'État juif). Et ainsi de suite. Les manœuvres de la guerre froide du « capitalisme contre le communisme » comme si on y était revenu ! On en viendrait presque à la regretter (c'est un excès rhétorique) car, au moins, elle contenait encore, malgré elle, la volonté pratique de nombreux individus de changer radicalement le monde, la vie, sans dieu ni maître.

Et puis, tudieu, au sein de l'Occident judéo-chrétien, et en France en particulier, la remise en cause radicale de l'existence d'un dieu créateur et hors d'atteinte a pris son essor il y a maintenant plusieurs siècles et a ouvert une bataille frontale contre la légitimité de n'importe quelle religion. Ah, le beau XVIII[e] siècle des Lumières qui entreprit avec éclat de vider le ciel de ses entités théologales pour n'y laisser qu'un terrain passionnant d'expérimentations poético-scientifiques ! Ou, plus brutalement, de recycler les églises des zélateurs de Dieu, confortablement installés dans le siècle, pour en faire des entrepôts communaux. Et il faudrait, parce que l'islam et Allah la ramènent, jeter un voile amnésique sur cette haute et dure lutte ? L'émancipation souveraine de l'esprit passe par la négation assumée de toute idée de sphère divine sépa-

Le refoulement des mauvais désirs, détail d'une variante. Collection particulière

rée, inaccessible, origine et fin de toute chose. De la même façon, la morale, c'est-à-dire l'ensemble de règles sociales construit à partir des concepts de bien et de mal, ne doit en aucun cas reposer sur les commandements d'un quelconque dieu. Pourquoi les notions de justice, d'égalité, de solidarité devraient-elles rester engluées dans le monde de la transcendance divine? Pourquoi faudrait-il encore que le débat sur « la légitimité des règles auxquelles nous nous plions » renvoie à l'existence ou à la non-existence de Dieu? « Mais si Dieu est mort… ? ». Alors, l'homme a tout simplement affaire à l'homme.

Mais voilà: il faut que le terrain humain soit encore bigrement réceptif pour que l'idée de Dieu, tellement vieillement enracinée, persiste, vivace, et prolifère aujourd'hui. Traitant du rejet évident de toute fiction religieuse, que la raison commande, Freud écrit dans L'avenir d'une illusion (1927): « Mais [les hommes] se comportent, à ce jour encore, tout autrement et, aux temps passés, les idées religieuses ont exercé la plus puissante influence sur l'humanité, en dépit de leur incontestable manque d'authenticité. C'est là un nouveau problème psychologique. On doit se demander en quoi consiste la force interne de ces doctrines et à quelles circonstances elles doivent cette efficacité indépendante du contrôle de la raison. »

À ce problème nettement identifié, Freud apporte une contribution fondamentale même si elle doit tout à la théorie psychanalytique dont il poursuit l'élaboration. « Je pense que la réponse à nos deux questions a été suffisamment préparée. Nous la trouverons en tournant nos regards vers la genèse psychique des idées religieuses. Ces idées, qui professent d'être des dogmes, ne sont pas le résidu de l'expérience ou le résultat final de la réflexion elles sont des illusions, la réalisation des désirs les plus anciens, les plus forts, les plus pressants de l'humanité; le secret de leur force est la force de ces désirs Nous le savons déjà, l'impression terrifiante de la détresse infantile avait éveillé le besoin d'être protégé – protégé en étant aimé –, besoin auquel le père a satisfait; la reconnaissance du fait que cette détresse dure toute la vie a fait que l'homme s'est cramponné à un père, à un père cette fois plus puissant. L'angoisse humaine en face des dangers de la vie s'apaise à la pensée du règne bienveillant de la Providence divine, l'institution d'un ordre moral de l'univers assure la réalisation des exigences de la justice, si souvent demeurées irréalisées dans les civilisations humaines, et la prolongation de l'existence terrestre par une vie future fournit les cadres de temps et de lieu où ces désirs se réaliseront. Des réponses aux questions que se pose la curiosité humaine touchant ces énigmes: la genèse de l'univers, le rapport entre le corporel et le spirituel, s'élaborent suivant les prémisses du système religieux. Et c'est un formidable allégement pour l'âme individuelle que de voir les conflits de l'enfance émanés du complexe paternel – conflits jamais entièrement résolus –, lui être pour ainsi dire enlevés et recevoir une solution acceptée de tous. »

Concluons momentanément: chez l'homme, l'idée de Dieu se tient là où domine l'irrationnel infantile. Comme pour une quelconque épizootie, les conditions socio-économiques, les mécanismes traditionnels de la reproduction culturelle, les avatars politiques tendent à catalyser le développement de la maladie. Quelles mesures de contention suggérer? Couper la langue/la tête aux porte-voix de l'idée religieuse? C'est à l'évidence une mauvaise solution, insuffisante. Un DDT («déicide définitif téléchargeable»)? Une psychanalyse massive de groupe? Alors? « L'bon dieu dans la merde » encore et toujours jusqu'enfin mort s'en suive. **S.**

L'bon dieu dans la merde

Si tu veux être heureux,
Nom de dieu!
Pends ton propriétaire,
Coup' les curés en deux,
Nom de dieu!
Fous les églis' par terre,
Sang- dieu!
Et l' bon dieu dans la merde,
Nom de dieu!
Et l' bon dieu dans la merde.

Peuple trop oublieux,
Nom de dieu!
Si jamais tu te lèves,
Ne sois pas généreux,
Nom de dieu!
Patrons, bourgeois et prêtres,
Sang-dieu,
Méritent la lanterne,
Nom de dieu!
Méritent la lanterne.

Anonyme (1892)

Irak

L'obscurantisme tue

« Nettoyage » organisé contre les gays et les femmes non voilées

Les gays irakiens poussent un cri d'alarme : suite à la fatwa antigay, lancée en octobre 2005 par l'ayatollah Ali al-Sistani, les escadrons de la mort de la milice Badr traquent systématiquement les gays irakiens et les femmes non voilées, afin de les persécuter et de les exécuter. Une trentaine d'entre eux ont trouvé refuge à Londres où ils ont fondé le groupe Abu Nuwas, afin de soutenir leurs camarades persécutés en Irak. Témoignages1.

« Les homosexuels doivent être assassinés de la pire façon »

Ali Hili, un des réfugiés, explique : « La milice Badr a le devoir de nettoyage sexuel de l'Irak. Nous sommes persuadés qu'elle a reçu des avis favorables venus d'Iran, afin de viser les gays irakiens et autres cibles. Dans la république islamique d'Iran, le régime du président Mahmoud Ahmadinejad a commencé un pogrom sournois des gays, notamment en piégeant les gens sur Internet. Les milices Badr en Irak, entraînées et commandées par d'anciens officiers chiites de l'armée irakienne en ont fait autant chez nous. » L'ayatollah Sistani, né en Iran, représente la plus haute autorité irakienne. Il est considéré comme leur guide spirituel par les milices Badr. Sa fatwa, publiée sur son site officiel, énonce : « Les homosexuels doivent être assassinés de la pire manière possible. » Ali Hili : « Quand les tueurs de Badr attaquent et frappent un gay dans la rue, la foule les applaudit. Ils tuent également les femmes non voilées et les gens qui vendent de l'alcool, écoutent des musiques ou s'habillent à la mode occidentales. Les hommes de plus de 30 ans non mariés sont soupçonnés d'être gays et mis sous surveillance. Les Badr leur donnent un mois pour changer de vie. S'ils persistent ou ne montrent pas l'intention de se marier, ils sont arrêtés, disparaissent et sont retrouvés morts. On retrouve leurs corps, mains attachées dans le dos, les yeux bandés avec une balle dans la nuque. »

Une trans brûlée vive dans une rue de Bagdad

Les amis des réfugiés londoniens, toujours en Irak, n'osent plus sortir de chez eux et vivent dans une peur permanente. L'un d'eux confirme l'efficacité meurtrière du programme de traque des miliciens sur Internet : « Une heure après qu'ils aient contacté quelqu'un sur un chat, cette personne est enlevée et retrouvée morte. » Ali Hili donne des détails sur ces assassinats : « Ammar, un jeune homme de 27 ans a été attiré dans un guet-apens et tué d'une balle dans la tête à Bagdad par des membres supposés des milices. Haydar Faiek, une trans de 40 ans, a été battue et brûlée vive dans une des rues principales du quartier de al-Karad, en septembre 2005. Naffeh, 44 ans, a disparu en août 2005, sa famille a appris qu'il avait été enlevé par les Badr. Son corps a été retrouvé en janvier 2006, avec les traces habituelles d'exécution. Sarmad et Khalid vivaient ensemble dans le quartier al-Jemeha, des inconnus les ont dénoncés. La milice les a enlevés et leurs corps ont été retrouvés deux mois plus tard en 2005, dans les mêmes conditions. » Baschar, un acteur de 44 ans, ami de Hili, vit toujours dans la capitale irakienne et a dû se cacher, après avoir reçu des menaces, ainsi que sa famille. Avant qu'il ne passe dans la clandestinité, sa maison a été plusieurs fois investie par les milices Badr, heureusement, il n'était pas à son domicile.

Avec la complicité des soldats américains

En dernier recours, certains gays s'adressent aux soldats américains cantonnés à Bagdad, mais ces derniers leur rient au nez et laissent faire. Ali Hili : « Ils nous traitent avec mépris, comme des objets de dérision. Il ne veulent pas se mettre à dos les autorités religieuses. » En effet, les Américains ont longtemps courtisé Ali al-Sistani et approuvé sa participation au gouvernement de coalition. Ali Hili qui travaillait pour la radio et la télévision irakienne a reçu des coups de téléphone à Londres même, le menaçant d'être battu et tué, par des disciples d'al-Sistani installés au Royaume-Uni, et ce depuis qu'il est identifié comme gay activiste. Il raconte : « À la fin des années quatre-vingt et dans les années quatre-vingt-dix, il y avait encore des clubs gays à Bagdad, mais ils ont été fermés en 1993, quand les sanctions économiques ont été imposées au gouvernement de Saddam. J'ai été arrêté 3 fois parce que gay, et torturé. Après plusieurs tentatives, j'ai pu fuir le pays, en passant par Dubaï, la Jordanie et la Syrie pour rejoindre l'Angleterre. »

La chaîne de télévision al-Arabiya a rapporté qu'un arrangement de coulisse se préparait pour faire nommer Abdel Mahdi, une figure de la coalition chiite, actuellement vice-président d'Irak au poste de premier ministre. L'accord aurait été conclu entre la coalition chiite, la liste kurde et le front de concorde sunnite. Il y a lieu de craindre que la campagne des milices Badr contre les gays et les femmes non voilées devienne la politique officielle irakienne sous la nouvelles Constitution, écrite sous la dictée de l'ambassadeur américain à Bagdad, Zalmay Khalizad et son équipe. La charia, loi religieuse punissant de mort notamment les homosexuels et les femmes insoumises, est le fondement de la loi en Irak.

Hélène Hazéra
Patrick Schindler

---

1. Un article a été publié dans le journal new-yorkais *Gay City News*.

Version originale disponible sur le site : http://www.gaycitynews.com/gcn_511/iraq. html. Il a été rédigé et expédié par Doug Ireland, sympathisant des libertaires français, qui envoie régulièrement au *Monde libertaire* des infos, notamment sur les intégristes de partout et d'ailleurs. Il s'agit d'un vétéran du journalisme gay américain, connu et craint comme commentateur politique polémiste. Le groupe de réfugiés londoniens Abu Nuwas a pris le nom d'un des plus grands poètes de langue arabe d'origine perse, célèbre dans le monde entier pour ses poèmes homosexuels.

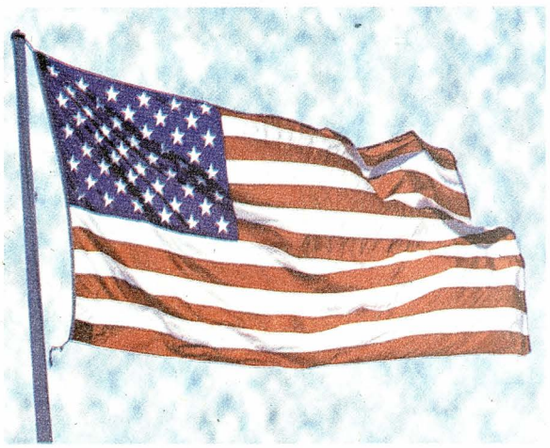
Honneur à Monseigneur Guillaume d'Orange

Ou l'art de plier les SDF

Stadhouder de Hollande (« stad »: État, « houder »: tête) Guillaume d'Orange fut cependant l'auteur d'une phrase plutôt réconfortante pour les anarchistes: « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer. » Elle s'applique parfaitement à *Thieves in High Places* («Voleurs au sommet»), Plume Book, de l'Américain Jim Hightower. Pas anarchiste pour deux sous, encore persuadé que le Parti démocrate peut redevenir le parti du peuple (on ne lui dira pas qu'il n'y a jamais eu un seul vrai parti du peuple...), Hightower est décidé à réagir au banditisme institutionnel, au pillage des finances publiques, aux privatisations sans pitié, bref à l'agression libérale généralisée qui s'intensifie d'année en année. Alors, il rappelle qu'à la fin de la guerre d'indépendance américaine un certain Daniel Shays, qui n'avait jamais été payé par l'armée de Washington (incidemment, l'Américain le plus riche de son temps, tout comme La Fayette était le Français le plus riche de son temps), se vit traîner au tribunal pour dettes, sans considération de la raison pour laquelle elles s'étaient accumulées. Il voulut se faire élire pour empêcher qu'une telle injustice ne se reproduise. Mais... inéligibles, les pauvres! Il se lança dans une belle insurrection en compagnie d'un millier d'autres escroqués comme lui. Il fut battu, mais les riches sentirent passer le vent du boulet, et les pauvres, un peu plus tard, votèrent. Les pauvres blancs et masculins, s'entend.

Hightower rappelle d'ailleurs que la première agitation féministe pour le droit de vote des femmes aux États-Unis eut lieu dès 1840, alors que le droit de vote pour les femmes ne fut arraché qu'en 1920... Que la résistance indienne commença dès les premiers massacres de Peaux-Rouges. Que la lutte pour l'égalité civile des Noirs semblait, en 1938, une cause impossible. Il cite Frederick Douglass, un ex-esclave noir dont l'autobiographie, au XIXe siècle, avança considérablement la cause des Noirs: « Ceux qui proclament leur goût de la liberté tout en déplorant les agitateurs veulent faire la moisson mais déplorent les labours. Ils veulent la pluie, mais déplorent l'orage et l'éclair. » En ce qui me concerne, je pense toujours à deux exemples. D'abord aux athées d'avant la Révolution française; qui, en 1600, aurait cru que, de 1905 à 2004, personne n'oserait toucher à la séparation de l'Église et de l'État? Ensuite, à l'effondrement de l'Union soviétique, que nul ne vit venir si tôt.

Dans le monde entier, la majorité se sent impuissante face au massacre à mille tronçonneuses, à l'attaque à 360°, à la ténacité de pitbull du capitalisme. Un chapitre, intitulé « Même un caniche peut pisser sur un gratte-ciel », du livre de Hightower montre que ce sentiment d'impuissance est dû, les anarchistes le savent bien, à l'invisibilité dans les médias, soyons plus clairs, à l'étouffement par les médias de toutes les résistances. A moins que, violentes, elles ne puissent fournir de belles images de sang et de souffrance, et contribuer alors à l'abattement général.



Son livre regorge d'autres histoires, par exemple sur les hypermarchés Wal-Mart, premiers employeurs privés au monde, mélange de gigantisme à la Carrefour, de prix à la Lidl, d'emploi à la McDonalds. Leurs propriétaires, la famille Walton, sont riches de centaines de milliards de dollars. Wal-Mart contracte des assurances-vie sur certains de ses employés. 350 000 assurances-vie. Sans le leur dire. Wal-Mart garde les numéros de Sécurité sociale, que la personne demeure employée chez eux ou pas. Puis, au décès, hop! Le gros lot. Pas un sou à la famille. C'est légal.

Ou cet extrait d'une rédaction de Charlotte Aldebron, 12 ans, planchant sur « Que signifie le drapeau américain? ». « Le drapeau américain signifie que le tissu est une chose très importante. Il est illégal de laisser le drapeau toucher le sol ou de le laisser flotter en cas de mauvais temps. Le drapeau doit être traité avec respect. On se rend compte à quel point ce tissu est important lorsque l'on voit qu'il est bien mieux traité que les gens. Personne ne se soucie qu'un sans-domicile-fixe touche le sol. Un sans-domicile-fixe peut rester par terre toute la nuit sans que personne ne le ramasse, ne le plie avec soin et ne l'abrite de la pluie. »

Nestor Potkine

« Heimat 3 », la fin d'une chronique allemande ?

« ...Un paysage, une musique de Schumann ne se laissent pas globaliser ! »

Heike Hurst : Rainer Werner Fassbinder a dit à plusieurs reprises que la force du cinéma allemand venait de l'ancrage dans une région... (« unser Regionalismus macht uns stark » !) vous dites, en revanche, que tout ce qui touche à la région d'origine, à la « Heimat », à la province, n'existe plus ?

Edgar Reitz : Les régions (la province dans un sens noble, NdT) sont détruites ou en voie de l'être. Dans notre siècle de la globalisation où une chose n'a de valeur que dans la mesure ou elle pourra se vendre, ne subsistent que des choses comme le paysage. Ce qu'un paysage a fait miroiter et déposé dans notre cœur ne peut être globalisé. Notre enfance ne peut être globalisée. Que faut-il faire si cela est transformé en *cross-over*, en kitsch, falsifié et vendu comme un simple *entertainment* (divertissement bon marché, NdT) ? Alors là, il faut descendre dans la rue et riposter. Dans mes films, il y a toujours eu cette Europe-là. Je fais partie de la vieille Europe et je resterai ainsi. Je ne permettrai jamais que ces valeurs-là soient bazardées !

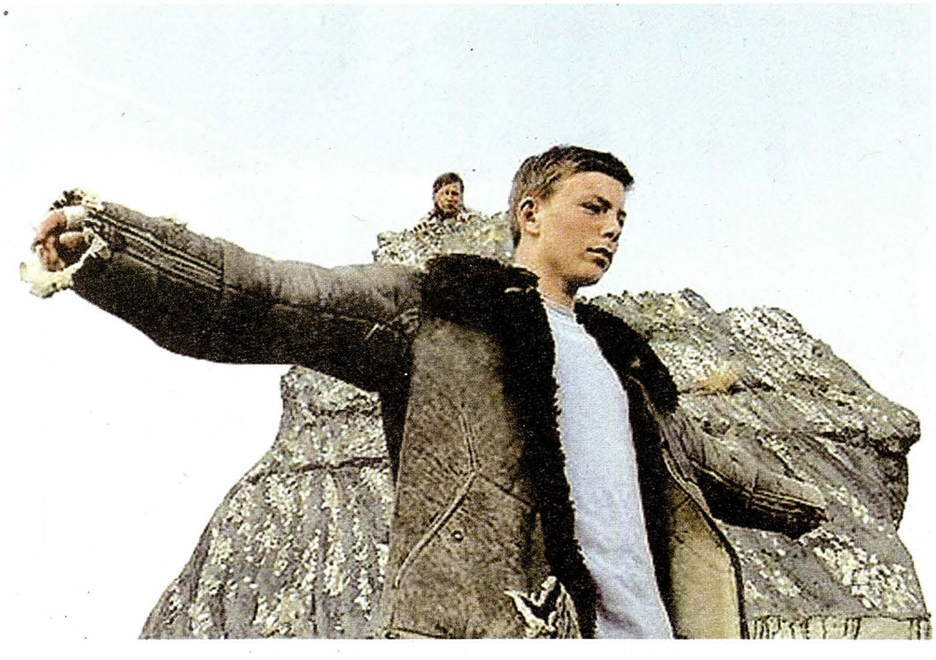
H. H. : Vous avez consacré presque dix années de votre vie à la réalisation de *Heimat* 3. Quels étaient les obstacles les plus redoutables pour un projet de cette envergure ?

E. R. : *Heimat* 2 avait été un grand succès publique et aussi auprès de la critique internationale. Mais la télévision allemande, productrice des films, s'attendait à un taux d'écoute bien plus important. Et cela avait des conséquences ; quand je présentais *Heimat* 3 au WDR qui avait produit *Heimat* 1 et *Heimat* 2, on me disait : « La télévision allemande n'a plus envie de travailler avec Edgar Reitz ! » Mon nom ne garantissait plus des millions de téléspectateurs. Il fallait donc trouver un autre producteur, une autre chaîne. Au bout de deux ans j'ai trouvé le Südwestfunk Baden-Baden comme partenaire. Mon premier plan de financement s'élevait encore à 12 millions d'euros (pour environ 12 films, NdT). Ils étaient d'accord pour 6 millions d'euros maximum, à condition que le scénario soit accepté par tous les décideurs de la chaîne. Pour y arriver j'ai dû remodeler le scénario 11 fois. Car chaque nouvelle version essuyait un refus catégorique. Au bout de sept années j'obtins enfin l'accord de la chaîne. Le scénario comprenait alors 7 parties. Puis la télé ne voulait plus que 5 parties. On s'est affrontés et on s'est mis d'accord pour 6 parties. La partie VII n'a jamais été tournée. Entre la partie IV et la partie V existait une autre partie de deux heures : elle a été supprimée et, à ce jour, des 11 heures 40 minutes que durait *Heimat* 3, la télévision a supprimé encore une fois deux heures et demie ! J'ai alors coupé avec ma monteuse pour empêcher que d'autres coupent mon film comme bon leur semble. De tout cela je suis très malheureux. La télévision va programmer *Heimat* 3 dans une version écourtée de 9 heures.

H. H. : Vous dites qu'il n'y aura pas de *Heimat* 4 ?

E. R. : Si j'avais des taux d'écoute délirants, ou des spectateurs en très grand nombre, peut-être, mais vu l'état de la télévision et de l'exploitation dans les salles à l'heure actuelle, il n'est pas sûr du tout d'obtenir l'argent. Et si j'obtiens l'argent, est-ce qu'on me donnera la liberté de tourner ce que je voudrais ?

Propos recueillis par Heike Hurst à Venise



L'œuvre d'une vie

LA PREMIÈRE INTERNATIONALE de *Heimat* 3 a eu lieu au Festival de Venise où *Heimat 1* et *Heimat* 2 avaient fait un triomphe.

Écrit dans un mouvement de colère contre le feuilleton télévisé « Holocaust », série américaine, Reitz et ses coscénaristes (Peter Steinbach pour *Heimat 1* et 2, Thomas Brussig, originaire de la RDA, pour *Heimat* 3) ont travaillé en immersion complète. Ils ont habité dans un village du Hunsrück, écrit toute la journée, ont vécu avec les gens, se sont imprégnés du réel et se sont mis à raconter la vie d'une famille, d'une région, d'un pays à travers l'histoire du fils. (Le fils Edgar Reitz lui-même.) Les films des trois Heimat sont un livre d'images qui montrent en couleur (quand il y a le désir) et en noir et blanc presque cent ans d'histoire allemande. *Heimat* 3 s'attache à la période située entre novembre 1989 et le 31 décembre 1999.

Heimat 2 raconte les années de formation de Hermann, musicien, compositeur (ami de tous ces jeunes talents qui vont devenir le fer de lance du jeune cinéma allemand, le groupe d'Oberhausen) devient chef d'orchestre dans Heimat 3 où il retrouve son amour Clarissa, la musicienne, violoncelliste surdouée, amie de ses années d'études. Reitz garde les mêmes acteurs, donnant ainsi une grande authenticité à son entreprise. Comparable à un roman de formation (Flaubert ou Goethe), Hermann, après s'être éloigné, se rapproche de ses origines.

Dans *Heimat* 3 des artisans venus de RDA restaurent une vieille maison qui surplombe le Rhin, en ex-RFA. Mais personne a pris suffisamment de hauteur pour apercevoir une autre Allemagne. Elle n'est toujours pas là. Elle est en chantier. Mais elle participe au combat pour l'exception culturelle.

Heike Hurst

Heimat 1 et Heimat 2 sont disponibles en DVD, alors que Heimat 3 sort sur les écrans. C'est une expérience qu'il ne faut pas rater.

Deux films de femmes

L'un à voir, l'autre pas

« Fauteuils d'orchestre » ? Non merci...

Le film *Fauteuils d'orchestre* (de Danièle Thompson) est un bon exemple du sexisme ordinaire largement diffusé sur nos écrans. Il y a au moins deux raisons de ne pas aller le voir.

D'abord parce que c'est un film antisocial. Une histoire dans les beaux quartiers à usage des bobos (quel mal y a-t-il à aimer le luxe ?), cela pourrait être anodin. Mais en mettant en scène des personnages issus des classes populaires (par exemple, un ancien chauffeur de taxi devenu collectionneur d'œuvres d'art et millionnaire), le film conforte l'idée que ceux ou celles qui ont de l'audace réussissent. Alors, tous les laissés-pour-compte, les pauvres, les « sans »... On n'en parle même pas ! Mais ne vous y trompez pas : le discours se veut sans doute « de gauche », en proposant – c'est le titre – un idéal modeste : trouver un bon fauteuil d'orchestre, pas trop loin (c'est nul), ni trop près (on ne voit pas bien). Bref : la richesse, mais sans ostentation... (Et les personnes qui restent en dehors du théâtre ? Où sont-elles donc ?)

Enfin, c'est un film antiféministe. L'héroïne — vraie poupée Barbie — sait, elle, comment profiter de la vie. Elle est jeune, elle est jolie, tout lui réussit ! Je passe sur l'intrigue sentimentale, niaiseuse à souhait... Car le plus grave, c'est la suite de portraits féminins que propose le film.

Il faut croire que, lorsqu'on est une femme et que l'on veut réussir, il n'y a qu'une seule solution (à condition de n'être pas trop moche, cela va sans dire !) : passer par les hommes. Il y a la femme du pianiste célèbre. Violoniste elle-même (musicienne ratée, cela va également sans dire), elle a « investi » sur son homme et vit par procuration à travers ses concerts. Un peu de sa gloire à lui rejaillit sur elle. Tout va bien jusqu'à ce qu'il décide d'arrêter... et elle de le quitter (l'ingrate). Il y a l'actrice de sitcom qui rêve de vrais rôles, et finit par être embauchée par un célèbre réalisateur américain pour incarner à l'écran Simone de Beauvoir. Certes, elle va participer au scénario... Mais grâce à qui ? Grâce à un homme, bien sûr, qui l'a choisie, elle ! Et puis il y a la jeune femme attirée par le luxe et qui couche avec un millionnaire qui a l'âge de son père. « Pute de luxe », « poule intelligente » (sic), et alors ? Elle sait ce qu'elle veut, elle aime l'argent, elle est heureuse ainsi et procure du plaisir... Tout ça est idyllique, n'est-ce pas ? Alors évidemment, ça pourrait déraper à cause du fils, jaloux de voir son père s'acheter cette beauté vénale (qui, de plus, est son ex) (vous suivez ?), plus mince et plus grande que sa femme à lui (re-sic). Heureusement, je vous rassure : le fils ne tarde pas à tomber (c'était prévisible) amoureux de l'héroïne, qui parait bien dix ans (et dix kilos) de moins que la compagne de son père. N'est-ce pas magni-

fique ? Quelle belle fin ! Tout est rentré dans l'ordre (patriarcal), chacun à sa place (sur les fauteuils d'orchestre).

Le message est on ne peut plus clair : femmes, le luxe est à votre portée… si vous savez séduire.

« Oublier Cheyenne » : pas possible

Heureusement, si l'on cherche bien (et si on a un bon cinéma d'art et d'essai à côté de chez soi), il y a tout de même d'autres films, autrement intéressants – et non sexistes. Sur quelques écrans en ce moment, on peut voir *Oublier Cheyenne*, de Valérie Minetto, un film où les femmes sont majoritairement présentes mais dont le propos est universel.

Rares sont les films qui font à la fois rêver et réfléchir. *Oublier Cheyenne* est une interrogation sur les compromissions avec le monde actuel. Première raison d'aller le voir : c'est un film à idées sans être un film à thèse.

Cheyenne était journaliste jusqu'à ce qu'une fusion la laisse sur le carreau. Après une période où elle ne trouve pas de travail, elle se retrouve un jour dans l'incapacité de payer sa facture d'électricité. Et décide alors de vivre à la lueur des bougies et à la chaleur du feu de bois. Elle fait délibérément le choix, puisque la société lui refuse les moyens d'existence, de vivre avec peu de moyens. Partisane de la décroissance, adepte de la simplicité volontaire, elle part vivre à la campagne - refusant l'électricité, la voiture et la consommation. Mais son amante, qui n'est pas aussi radicale, refuse de la suivre et tente, de son côté, de s'adapter à un monde dont elle veut faire partie malgré tout. Elle fait la rencontre d'un type qui cherche à réveiller les gens à coups de tracts et de slogans. Il est une manifestation à lui tout seul et arpente les rues en brandissant ses panneaux humoristico-provocateurs (« Le gouvernement vous pisse dessus. Les médias vous disent qu'il pleut »).

Comment ne pas être de bons petits soldats du capitalisme ?

Le film est l'histoire de ces gens pas si ordinaires que ça et de leurs tentatives pour échapper à un système qui nie l'individu. Il nous introduit dans les rêves et les désirs

des personnages, tout en nous questionnant sur notre propre rapport au monde. Faut-il combattre le système de l'intérieur, en prenant le risque d'être récupéré ? Ou bien doit-on s'en couper radicalement, quitte à être marginalisé ?

C'est aussi un film sur la solitude et les liens que l'on tisse avec les autres. La décroissance n'a de sens que si elle devient un projet de société, si elle est partagée par une communauté d'individus – si elle est un moyen et non une fin en soi.

Et puis, énième raison d'aller voir ce film – et fait assez rare dans la production actuelle –, la réalisatrice nous présente des relations (sexuelles, sentimentales, amoureuses, amicales…) entre les personnages absolument libres, légères et festives. On se prend, on se quitte, on s'essaye, on n'arrive pas à s'oublier… Loin des histoires conformistes majoritairement présentes sur les écrans (couples – forcément – hétérosexuels, adultères, jaloux…), c'est réjouissant !

Conclusion : à bas les fauteuils d'orchestre, et tous les strapontins ! Vive la décroissance et l'amour !

Caroline

Commission Femmes de la Fédération anarchiste

ICI L'OMBRE

CHRONIQUES ALTERNATIVES

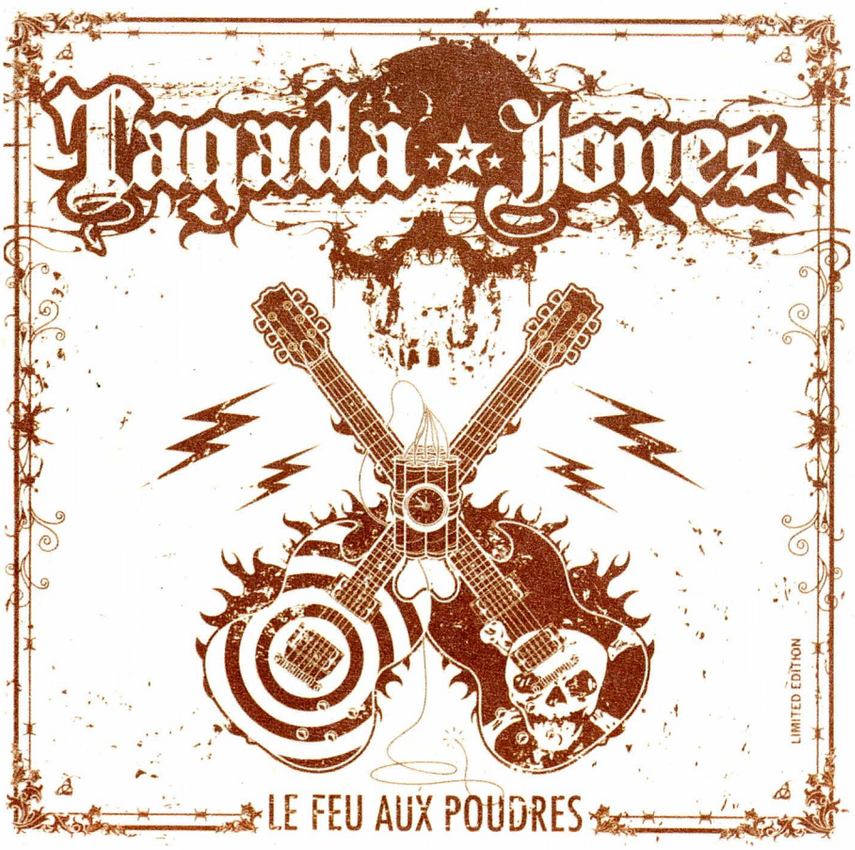
Tagada Jones

« Le Feu aux poudres »

Après une dizaine d'années d'activisme punk forcené, les p'tits gars de Tagada Jones ont fait un sacré chemin. *Le Feu aux poudres* est leur nouvel album et force est de constater que les Bretons sont toujours aussi énervés. Le temps et les années, les milliers de bornes à sillonner l'Europe de concerts n'ont visiblement pas entamé leur combativité légendaire. Tagada Jones arrive à allier un punk-rock hyperspeed avec des influences électroniques et métal, sans pour autant aboutir à une bouillie sonore... et ce n'est pas chose évidente quand on a affaire à ce genre de musique !

Les thèmes de prédilection du groupe (l'écologie, l'esprit de révolte, l'insoumission) sont toujours là : des marées noires à la nécessité d'agir pour nous libérer d'un système fondé sur le profit et le contrôle social, tout y passe. La nécessité de vivre en individus libres ne tombe cependant pas dans la victimisation et le misérabilisme : l'esprit est combatif et, loin de se plaindre et de se complaire dans une attitude résignée, les textes sont bel et bien des chants de lutte.

Chants hurlés mais textes compréhensibles et conscientisés, guitares saturées et batterie qui dépote : on a bien là un album comme les Tagadas savent le faire. Pourtant, *le Feu aux poudres* esquisse un virage vers une musique qui, tout en restant enragée, surprend par ses aspects mélodiques. Certains seront peut-être surpris, mais cette évolution permet au final d'avoir un album qui respire, loin de l'univers parfois oppressant et trop linéaire des albums précédents.



Medef inna Babylone « Requiem pour un baron »

Album 13 titres pour ces Toulousains adeptes de la dérision de not'bon maître l'baron.

M.I.B. envoie du gros son punk sans pour autant tomber dans les clichés: cet album est tout simplement une petite merveille qui a eu bien du mal à quitter la platine pour laisser la place aux autres nouveautés ! On pensera parfois à du René Binamé ou à Zabriski Point, tant au niveau artistique qu'au niveau de la manière d'envisager un album. Ce n'est donc pas un hasard si on retrouve, au-delà des textes, des chansons, des explications sur une partie des thèmes évoqués dans celles-ci. Démocratie, pouvoir, pornographie, révisionnisme, etc., autant de sujets (parmi d'autres) qui passent à la moulinette grâce aux M.I.B. Et puisqu'on peut être engagé tout en ayant de l'humour, ne passez pas à côté de la partie cédérom et du clip « Toulouse punk », petit bijou de n'importe quoi et de dérision à la sauce keuponne.

Contact: contact@medefinnababylone. com/ M.I.B., 20, rue Jean-Micoud, 31500 Toulouse.

Pustule l'Ardéchois

Il était une fois un irréductible, un « objecteur de croissance », descendu de l'Ardèche pour chanter ce qui le révolte... mais aussi pour nous faire marrer ! Après une démo K7 en 1999 « Anarchie in Ardèche », un CD 5 titres sans nom, un album en 2003 appelé « Pustule l'Ardéchois et son bidule », il a sorti, il y a quelques mois déjà, « Cartoon n'est pas si triste ».

Toujours autoproduit, ce nouvel album nous accueille avec une pochette illustré par « Babouse », un son plus « propre », des chansons comiques, mélodique, punk, des interludes pleins de clins d'œil... Ne vous attendez pas à trouver du gros son, le style est minimaliste, mais l'ambiance créée fait bien refléter ce petit monde « pustulien ».

Comme d'habitude, la meilleure façon de se faire une idée, c'est de voir par soi-même !

Vous pouvez contacter Pustule pour ces dates de concerts ou pour commander ces CD sur le courriel suivant: pustule07@yahoo.fr

Bérurier noir « Chant des meutes »

Vinyle live des Bérus regroupant 12 titres joués lors du concert de 2004 à Québec. De quoi consoler celles et ceux qui n'ont pas eu l'occasion de participer à ce Woodstock punk. Un disque bourré d'énergie et bien revigorant en ces temps de manifs et d'émeutes. Signalons au passage la réédition de tous les vinyles béruriers d'ici à quelques semaines. De quoi faire chuter les prix délirants des collectors... et constater que les compos de l'époque n'ont pas vieilli !

Boum n° 2

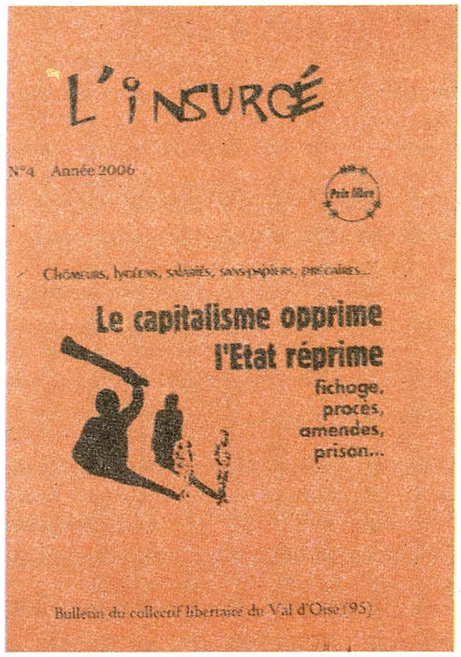
Numéro spécial dédié à la question des prisons pour ce deuxième numéro du fanzine du Scalp de Lyon. Bon petit fanzine qui révèle une belle vitalité de cette résurgence de la lutte antifasciste radicale locale. Au-delà de cette thématique, vous pourrez y découvrir une interview de Mondragon, groupe de punk hard core politisé qui se penche lui aussi, à travers certains de ces textes, sur la question carcérale.

Contact: No Pasaran Lyon c/o La Gryffe, 5; rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, no-pasaran69@no-log.org

La bande à Spartacus

Émission radio parlant de syndicalisme et de lutte de classes, tous les dimanches, de 18 heures à 22 heures, sur les ondes de Radio Canuts. Les Lyonnais peuvent l'écouter sur 102.2 FM, et les autres grâce à Internet.

L'insurgé N°4



Le collectif libertaire du Val-d'Oise (95) présente son 4e numéro. Au sommaire :

– une interview de lycéens du Val-d'Oise qui revient sur les actions menées dans leurs villes au printemps 2005. Objectifs, luttes, répression et bilan, autant de thèmes à mettre en perspective avec le mouvement anti-CPE de cette année ;

– tribunal de Cergy : les lycéens face à la justice. Le but de la répression est de dissuader toute forme de dissidence ;

– petit voyage en Utopia : des cinémas alternatifs gérés en bonnes entreprises capitalistes. Des droits bafoués, des clauses de contrat extravagantes… et ça, c'est pas du cinéma ;

– un dossier sur les collectifs et les comités de soutien à travers notre expérience. Le collectif des sans-logis de Cergy, les comités de soutien aux Roms, aux victimes de la répression du mouvement lycéen de 2005, aux chauffeurs de bus TVO, le collectif de soutien aux Mac Do, Pizza Hut, Arcade, Fnac ;

– des réflexions sur le progrès, sur l'instrumentalisation de la psychose des attentats par les médias.

– l'engagement anarchiste de Ricovel ;

– le portait de Mohamed Saïl, combattant anarchiste maghrébin, et la reproduction de l'un de ses articles : le centenaire de la conquête de l'Algérie (1929) ;

– Les livres et les brochures lus par le collectif et le courrier de nos lecteurs.

En vente à la librairie du *Monde libertaire* au 145, rue Amelot, 75011 Paris. Au prix de un euro ou par courrier à : Collectif libertaire 95, BP 70118, 95316 Cergy-Pontoise cedex. Par courriel : makhno-cergy@tele2.fr

À bien noter dans votre agenda

Au local La Rue

10, rue Robert-Planquette
75018 Paris
Métro Blanche

À l'initiative du groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

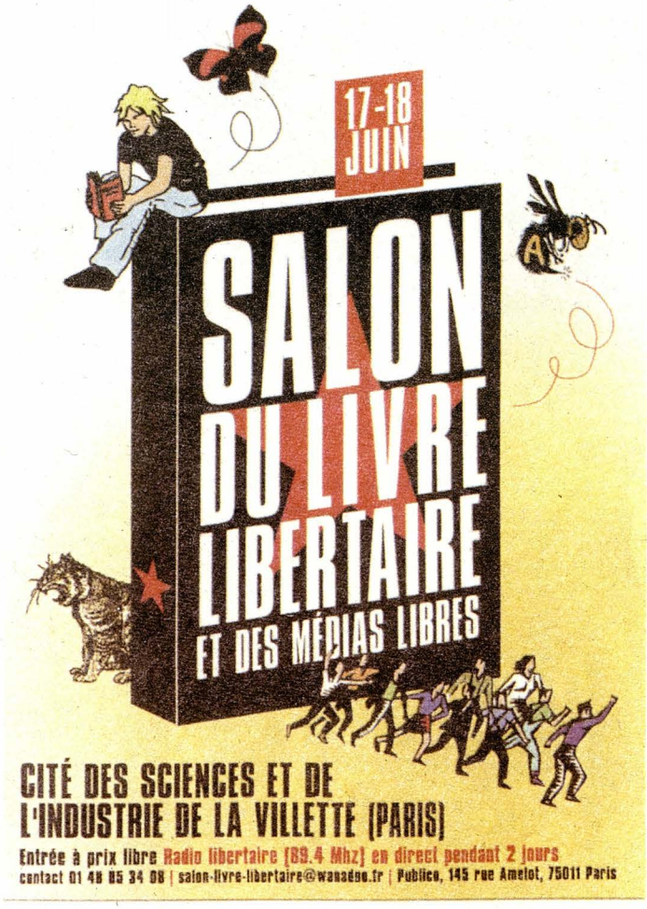
Rencontre-Débat
Les vendredis à 20 heures

28 avril 2006: La décroissance

19 mai 2006: La religion contre les femmes

16 juin 2006: Réflexions et pratiques libertaires sur l'éducation

Samedi 20 mai
Paris 20e
Rencontre avec les anarchistes du 20e arrondissement dans l'optique de créer un groupe de la Fédération anarchiste, à 17 heures à l'espace Louise-Michel, 42 bis, rue des Cascades.



Les radios libres occupent le parvis de Beaubourg

Plus de 500 personnes dont une forte mobilisation autour de Radio libertaire se sont rassemblées sur le parvis de Beaubourg le samedi 25 mars à l'appel du collectif des radios associatives (Radio libertaire, Vallée FM et la Fradif) pour dénoncer le projet de décret visant à transformer le critère majoritairement technique d'attribution du Fonds de soutien à l'expression radiophonique pour les radios de catégorie A en critère purement idéologique (voir le communiqué du secrétariat sur le site de RL ou *le ML* n°1431). Il fut décidé sur place de partir en manifestation rejoindre la Bourse du travail de République où devait se tenir le meeting retransmis sur les ondes de Radio libertaire et Internet sur les dangers menaçant les radios associatives et la liberté d'expression.

Cette journée fut l'occasion pour Radio libertaire d'affirmer sa solidarité avec l'ensemble des radios associatives sur les dangers qui nous menacent, et ce même si nos positions plus idéologiques qu'économiques ne nous empêchent pas de combattre ensemble pour la liberté d'expression. Nous avons dénoncé, avec l'ensemble des radios présentes, le discours unique de la pensée dominante dans les médias et rappelé le rôle fondamental des médias libres pour la liberté d'expression, d'opinion et pour une critique des médias.

Radio libertaire en a profité aussi pour faire le lien avec tous les mouvements sociaux de ces dernières années, retraites, Sécurité sociale, lutte des intermittents et des précaires, CPE... et la volonté du pouvoir économique et politique de précariser et de «marchandiser» l'ensemble de la société.

La mobilisation effective dans un contexte de lutte contre le CPE qui aurait pu être défavorable démontre l'attachement autour de médias indépendants et libres. Un appel a été fait pour leur défense, particulièrement en 2007 avec l'attribution d'un nouveau plan de fréquence, et pour la création de nouvelles radios libres. D'autres actions sont à prévoir.

Le secrétariat de Radio libertaire

Jeudi 13 avril

De rimes et de notes de midi à 14 heures: Actualité de la chanson et du spectacle. Émission animée par Marlène.

Si vis pacem de 18 heures à 19h30: Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Stop EPR et les vingt ans de Tchernobyl (Pâques à Cherbourg).

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » de 19h30 à 20h30: Poésie au féminin. Invitée: Florence Trocmé, journaliste à *Poezibao*, revue internet entièrement dédiée à la poésie (essentiellement contemporaine et moderne), et particulièrement attentive et ouverte à la poésie des femmes et parmi elles, tout naturellement, à la poésie des lesbiennes.

Epsilonia de 22 heures à minuit: Mix de sons d'artistes Les mix (par Samon Takahashi) : sons d'artistes (Jean Dubuffet – Nam June Paik – Takis – Karel Appel – Marcel Duchamp – Jean Tinguely – Nicolas Schöffer – Yayoi Kusama – Yoko Ono – Robert Barry – Christian Boltanski...) et une intervention de Marie Bonnet, critique d'art.

Vendredi 14 avril

Koumbi de 10 heures à midi: Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

Place aux fous de13 heures à 14h30: Philosophie et musique. Disciplines de l'indiscipline «Contre le sexisme», émission spéciale sur Sonic Youth, avec deux invités: Marion Delage de Luget (chercheuse en esthétique et artiste) et Benoît Gehanne (peintre, graphiste, vidéaste...)

Samedi 15 avril

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11h30: «ZUP! Petites histoires des grands ensembles». À l'heure où tombent une à une les barres et les tours, quand les zones ne sont plus en priorité à urbaniser, mais à éradiquer, la poésie doit se réapproprier le béton.... Avec Fred Morisse.

Chronique syndicale de 11h30 à 13h30: Luttes et actualités sociales Invités: Roger Dadoun, à propos de la *Quinzaine Littéraire*; les précaires de l'Éducation nationale.

Dimanche 16 avril

Des mots, une voix de 15h30 à 17 heures: Des mots, des auteurs. Émission rediffusée avec le philosophe Paul Audi pour son livre *La fin de l'impossible* (aux éditions Christian Bourgois). Au micro, Thierry Clair-Victor; à la réalisation, Erwan Charton.

Le Mélange de 17 heures à 18h30: L'émission de toutes les musiques. Un programme musical animé par Michel Polizzi.

Lundi 17 avril

Ça urge au bout de la scène de 21 heures à 22h30: Le magazine de la chanson vivante Depuis plus de dix ans, les deux Bernard accueillent chaque semaine des jongleurs de mots, des cracheurs d'images, des hérisseurs de poils, des provocateurs de frissons...

De la pente du carmel, la vue est magnifique de 22h30 à 00h30: Comme son nom l'indique... Chaque lundi, c'est une quasi-révolte que les carmélites pentus réactivent nuitamment. Messe de minuit noire d'humour, les cloches sont sonnées à la Glanbouillette, les sacro-malsaintes revues de presse sont ressuscitées en OSB...

Mardi 18 avril

Des oreilles avec des trous (dedans) de 17 heures à 18 heures: L'éléphant en musique. À ceux qui trompent et barrissent...

Idéaux et débats de 18 heures à 19h30: Un invité, deux livres... Nous recevrons François Maspero pour ses deux nouveaux livres, parus aux Éditions du Seuil: *le Vol de la mésange*, recueil de nouvelles; et *l'Ombre d'une photographe, Gerda Taro.*

Jazz en liberté de 22h30 à minuit: Free jazz et musiques improvisées. Trois titres de longue durée enregistrés en public.

Mercredi 19 avril

Ras les murs 20h30 à 22h30: Contre les prisons. Invité: Pierre Hanot, le rocker qui affiche 170 concerts derrière les barreaux. Il a écrit *Rock'n taules* (éditions le Bord de l'Eau).

89.4 MHz
en région parisienne
federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

Vendredi 14 avril
Paris 18e

Lecture mise en musique d'extraits du livre de J.-P. Levaray *Putain d'usine* (L'Insomniaque) par Valérie Lavollé (lecture, chant) et Alain Brühl (saxophone, chant, percussions ménagères, instruments divers…) à 21 heures au Bab-ilo, 9, rue des Baigneurs. 01 42 33 99 19, M° Jules-Joffrin.

Samedi 15 avril
Paris 11e

Forum avec Fred Morisse, auteur de *ZUP! Petites histoires des grands ensembles*, à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Grenoble

Projection vidéo et débat autour du VAAAG. Diffusion du documentaire DVD sur le VAAAG puis débat avec des personnes impliquées dans la préparation et la réalisation de cette initiative libertaire, à 20 heures, aux Bas Côtés, 59, rue Nicolas-Chorrier, Grenoble. Prix libre, en soutien aux Rencontres Libertaires de Grenoble. Soirée organisée par le groupe de Grenoble de la FA.

Dimanche 16 avril
Clermont-Ferrand

Antillectual (punck rock melo de Nijmegen, Pays-Bas) et guest au Raymond's bar (http://activdtc.free.fr), 77, avenue Édouard-Michelin, à partir de 20 heures. PAF.

Jeudi 20 avril
Merlieux (02)

Gaston Couté à l'honneur à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles, de 18 heures à 21 heures avec Bruno Daraquy et les Éditions du Vent du Chm'in. Apéro offert par le groupe Pierre-Kropotkine de la FA. Table de presse. Entrée libre.

Vendredi 21 avril
Clermont-Ferrand

Milgram (post rock, Dunkerque) et Marry Poppers (noize rock, lyon) au Raymond's bar (http://activdtc.free.fr), 77, avenue Édouard-Michelin, à partir de 20 heures. PAF.

Samedi 22 avril
Paris 10e

Rencontre syndicale nationale organisée par le CSR : « Créer, développer et renforcer les unions locales » à la Bourse du travail de Paris (rue du Château-d'Eau), M° République, de 9 heures à 18 heures. Contact : 06 71 59 63 08, syndicaliste@wanadoo.fr.

Vendredi 28 avril
Paris 18e

À l'initiative du groupe Pierre-Besnard, de la Fédération anarchiste, rencontre-débat sur le thème de la décroissance, à 20 heures, au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche.

Jeudi 4 mai
Merlieux (02)

De 18 heures à 21 heures, à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles : lecture, mise en musique de *Putain d'usine* de Jean-Pierre Levaray, par Alain Brühl et Valérie Lavollé. Apéro offert par le groupe Pierre-Kropotkine de la FA. Table de presse. Entrée libre.

Vendredi 19 mai
Paris 18e

À l'initiative du groupe Pierre-Besnard, de la Fédération anarchiste, rencontre-débat sur le thème de la religion contre les femmes, à 20 heures, au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche.

Samedi 20 mai
Paris 20e

Rencontre avec les anarchistes du 20e arrondissement dans l'optique de créer un groupe de la FA à 17 heures, à l'espace Louise-Michel, 42 bis, rue des Cascades.

Vendredi 16 juin
Paris 18e

À l'initiative du groupe Pierre-Besnard, de la FA, rencontre-débat sur le thème « Réflexions et pratiques libertaires sur l'éducation », à 20 heures, au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche.

Samedi 17 juin
Paris 19e

Samedi 17 et dimanche 18 juin, Salon du livre libertaire et des médias libres : des milliers de livres, de revues, de magazines, de CD, DVD, des éditeurs, des auteurs, des radios libres, des sites internet… À la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette.

Jeudi 29 juin
Merlieux (02)

De 18 heures à 21 heures, le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Céline Beaudet, Tony Legendre et Dominique Petit, à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Thème de la soirée : « Les milieux libres anarchistes ». Table de presse. Apéro.

Chari Goyeneche, *Alacena de lluvia*